

***l'Anti*capitaliste**

n°307 | 15 octobre 2015 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

FACE AU PATRONAT

SALARIÉS EN GARDE À VUE



GOVERNEMENT AU GARDE À VOUS

Dossier

Air France: colère sur le tarmac

Pages 6 et 7

ÉDITO

De la « lutte contre le terrorisme » aux ventes d'armes... Page 2

PREMIER PLAN

Turquie: Ankara, l'attentat sanglant contre la paix et la démocratie Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Israël Palestine: avec les Palestiniens, contre l'occupation Page 5

LIBRE EXPRESSION

Faujour: merci et au revoir! Page 12



édito

Par YVAN LEMAITRE

De la « lutte contre le terrorisme » aux ventes d'armes...

À peine arrivé au Caire lors de sa tournée dans le Moyen-Orient, Valls a conclu l'accord visant à recycler auprès de l'Égypte les deux Mistral qui n'avaient pas été livrés à la Russie. Le tout serait estimé entre 910 et 950 millions d'euros, en grande partie financés par l'Arabie saoudite. Cela vient après l'achat en février 2015 de 24 avions de chasse Rafale ainsi que d'une frégate multi-missions Fremm et de missiles de courte et moyenne portée. « L'Égypte est un partenaire central et indispensable pour traiter les problèmes de terrorisme. (...) la France croit en l'Égypte, en sa stabilité et en son développement, notamment démocratique... Il n'y a que Valls – halluciné par de mirobolants contrats – pour voir dans la dictature militaire du général Sissi la démocratie en marche! Et tout ça, nous dit-on, au nom de la « lutte contre le terrorisme ». Contorsions diplomatiques et mensonges aussi avec l'Arabie saoudite dont personne n'ignore le double jeu à l'égard de Daech. Valls y a été reçu et a participé à un forum d'affaires franco-saoudien avec près de 200 patrons français. Des contrats « conséquents » auraient été conclus notamment pour Airbus Helicopters pour des hélicoptères militaires, avec en perspective l'achat de navires de projection et de commandement de type Mistral, de quatre frégates multimissions Fremm ainsi que d'équipements de renseignement militaire par satellite auprès de Thales. Sans oublier deux réacteurs de type EPR conçus par Areva... Le Premier ministre, qui cherche à se donner une dimension internationale de futur chef d'État, a bien du mal à parler d'autre chose que de canons et autres engins de mort pour le plus grand profit de Dassault, Thales and Co... Porté par son courage, il aurait, paraît-il, osé demander « un geste de grâce » pour le jeune chiite Ali al-Nimr, condamné à être pendu et crucifié pour avoir osé manifester contre le régime saoudien. Le « développement démocratique » n'est décidément pas la préoccupation de Valls ou du gouvernement français. Leurs proclamations contre Daech en sont bien loin. Les grandes puissances pratiquent la fuite en avant militariste pour tenter de garder le contrôle sur une région qu'elles ont totalement déstabilisée par les guerres, afin de continuer à faire des affaires pour le profit des multinationales et de l'industrie d'armement.

BIEN DIT

La violence, c'est chose grossière, palpable, saisissable chez les ouvriers : un geste de menace, il est vu, il est noté. Un acte de brutalité, il est vu, il est retenu. (...) Le patronat n'a pas besoin, lui, pour exercer une action violente, de gestes désordonnés et de paroles tumultueuses! Quelques hommes se rassemblent, à huis clos, dans la sécurité, dans l'intimité d'un conseil d'administration, et à quelques-uns, sans violence, sans gestes désordonnés, sans éclats de voix, comme des diplomates causant autour du tapis vert, ils décident. (...) Ainsi, tandis que l'acte de violence de l'ouvrier apparaît toujours, est toujours défini, toujours aisément frappé, la responsabilité profonde et meurtrière des grands patrons, des grands capitalistes, elle se dérobe, elle s'évanouit dans une sorte d'obscurité.

JEAN JAURÈS, discours à la Chambre des députés le 19 juin 1906

À la Une

Salariés en garde à vue : non aux sanctions!

Ce lundi 12 octobre, cinq salariéEs du fret à Air France ont été arrêtés à leur domicile comme de dangereux gangsters, des terroristes en puissance, et placés en garde à vue par la police de l'air et des frontières (PAF), habituellement spécialisée dans la répression des sans-papiers et de leurs soutiens.

Une fois le rideau du dialogue social déchiré, une fois le rouleau compresseur médiatique passé, la voie est ouverte à la criminalisation et la répression.

L'acharnement antisocial

Depuis le lundi 5 octobre, médias et responsables politiques se relaient dans la condamnation des « violences » faites aux deux cadres d'Air France. « Lynchage en règle » (le Figaro) par « quelques abrutis qui ont molesté les dirigeants d'Air France » (l'Opinion), « voyous » (Valls), « stupides » (Macron), « chienlit » (Sarkozy)... Un véritable lynchage orchestré par des médias qui ne comprennent pas qu'Olivier Besancenot et quelques rares autres ne condamnent pas ces actes, et qui tentent de transformer le déchirement de deux chemises en des violences intolérables en démocratie. Dès lors, les prétendues difficultés économiques d'Air France ne sont plus qu'un prétexte à la régression sociale et la répression. La campagne commence donc avec des médias passant en boucle les images de deux hommes franchissant une grille. Des migrants franchissant une barrière au sud des USA, à la frontière entre Maroc et Espagne ou à celle de la Hongrie? Non, deux agents du patronat fuyant le territoire de la « meute » des révoltés d'Air France pour gagner celui du patronat, des hommes politiques, des policiers, et des médias de la bourgeoisie.

Les véritables violences...

Cette mise en scène vise à faire oublier les violences liées au travail, celles oubliées par les représentants du Parti socialiste



Des salariéEs d'Air France dans la manifestation de jeudi dernier. PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

réconciliés avec l'entreprise au point de crier leur amour dans les assemblées du Medef. C'est la violence du chômage, avec plus de 5 millions de privés d'emploi, non seulement rejetés du monde du travail mais aussi perçus ou se percevant sans utilité sociale. C'est aussi celle contre les millions de chômeurEs, ouvrierEs et employéEs qui meurent avant 60 ans dans un pays où l'on décède en moyenne à près de 80 ans. C'est enfin celle de la précarité : un salariéE sur dix travaille en CDD ou en intérim, en stages ou en contrats aidés. Un travail précaire qui s'accompagne de violences physiques et morales bien réelles : maladies, accidents de travail, harcèlement moral.

... et les vrais nantis

Ainsi lancés, les médias s'attaquent à celles et ceux qui ont la « chance » de travailler à Air France. Pourtant, même en prenant en compte les salaires des pilotes, on est loin des revenus des patrons du CAC40 : une moyenne

de 4,2 millions d'euros, avec en tête Carlos Goshn (15,2 millions), Viehbacher, l'ancien directeur général de Sanofi (12,5 millions), Charlès, le dirigeant de Dassault Systèmes (11,1 millions)... Sont aussi visées les conditions de licenciement de salariéEs qui auraient la « chance » de bénéficier de plan sociaux. Mais le résultat, pour les Conti, ceux de PSA ou de Goodyear, et tous les autres, ce sont à chaque fois des centaines qui restent sur le carreau, au chômage, des centaines de divorces, des dizaines de suicides... Et les indemnités arrachées par la lutte restent très loin des primes qu'empochent des patrons pour « arroser » leur départ, comme Combes le PDG d'Alcatel avec près de 14 millions d'euros, moins ceux que Winterkorn, touchant lui plus de 50 millions d'euros pour fêter son départ de Volkswagen en raison du scandale des contrôles truqués sur les véhicules diesel. On plaindrait presque les PDG de Sanofi se croisant, le « sortant » Viehbacher avec ses 4,5 millions

d'euros et l'« entrant » Brandicourt avec son bonus de bienvenue de 4 millions d'euros...

Stopper l'offensive réactionnaire

Il s'agit de décourager les salariéEs et syndicalistes d'emprunter une autre voie que leur prétendu « dialogue social », dans lequel seuls les patrons, les actionnaires, ont vraiment la parole, le pouvoir de décider de notre sort. L'alternative est claire : si vous n'acceptez pas les reculs sociaux, c'est par la violence et la répression qu'ils seront imposés. Gare à toutes celles et ceux qui refusent ce consensus : la répression engagée contre le médecin du travail chez PSA et l'inspectrice du travail à Annecy en témoigne... La social-démocratie a déjà endossé les habits de l'appareil répressif, notamment contre les mineurs en 1948. Depuis, les grandes répressions ont été menées par Reagan en 1981 contre les aiguilleurs du ciel et Thatcher en 1984 contre les mineurs. Nous devons construire une défense inconditionnelle des salariéEs d'Air France – en particulier en étant à leur côté jeudi 22 octobre devant l'Assemblée nationale où ils se rassembleront – tout en refusant toute forme de participation au « dialogue social ». La mobilisation du 16 octobre en défense de l'inspectrice du travail d'Annecy est aussi l'occasion de se rassembler contre la répression. Dans le même temps, c'est bien toute la politique du gouvernement qu'il faut combattre, car au milieu de l'effondrement des espoirs politiques, la seule qui surmène est la sinistre figure de Marine Le Pen, créditée d'un tiers d'intentions de vote à la prochaine présidentielle... Robert Pelletier

TURQUIE

Ankara, l'attentat sanglant contre la paix et la démocratie

« Cette place est ensanglantée... » C'est cette chanson de Ruhi Su, écrite en hommage aux martyrs du massacre du 1^{er} mai 1977 de la place de Taksim, que chantait un groupe de jeunes manifestants au moment où une première explosion a eu lieu, suivie quelques secondes plus tard d'une deuxième. Une nouvelle fois, l'aspiration à la paix et la démocratie a été noyée dans un bain de sang...

C'est un attentat sans précédent qui a été perpétré dans la matinée du samedi 10 octobre à proximité de la gare ferroviaire d'Ankara, la capitale de la Turquie.

L'opposition au régime noyée dans le sang

Des milliers de personnes s'étaient réunies pour participer au grand meeting pour « le travail, la paix et la démocratie » organisé par les confédérations syndicales KESK et

DISK, l'union des médecins et les chambres d'ingénieurs et architectes, dans le but de protester contre la politique guerrière de l'AKP contre le peuple kurde et les dérives autoritaires du président de la République R.T. Erdogan.

Selon les derniers chiffres communiqués par le bureau de crise du HDP (Parti démocratique des peuples, réformiste de gauche lié au mouvement kurde), l'attentat kamikaze a causé la mort d'au moins 128 personnes. Alors que le nombre de blessés s'élève à 400, plus d'une trentaine de personnes restent introuvables, portées disparues.

Le fruit pourri de la politique impérialiste régionale turque

Quel que soit le degré d'implication de l'État turc dans ce massacre, et même s'il n'a aucun rôle direct dans son organisation, il est indiscutable qu'il en est le premier responsable. Tout d'abord parce que les services de renseignements et la police, qui traquent ceux qui, dans la rue ou sur internet, commettent le crime « d'insulter Erdogan », ont été incapables d'empêcher cet attentat... si bien sûr ils en avaient manifesté l'intention. Mais d'autre part, cet attentat est le

Un monde à changer

PEINE DE VIE. Le débat sur la fin de vie est revenu devant la justice ce lundi 12 octobre avec le procès en appel à Angers de Nicolas Bonnemaison. L'ex-urgentiste de Bayonne est accusé de sept cas «d'empoisonnement» auprès de patients âgés, incurables et en phase terminale. Il avait été acquitté en juin 2014 par la cour d'assises de Pau, au terme d'un procès long (11 jours). Le Parquet général ayant fait appel, Bonnemaison est donc rejugé, cette fois devant la cour d'assises d'appel de Maine-et-Loire.

Un «*acharnement judiciaire déraisonnable*», s'indignait sa défense au moment de l'appel. En effet, aucune des familles des victimes n'a porté plainte, mais deux s'étaient toutefois constituées partie civile. «*On ne peut, de manière clandestine et solitaire, abrégé la vie d'une personne qui ne le demande pas*», affirme le député de droite Jean Leonetti, père d'une loi sur la fin de vie.

Votée de manière consensuelle en 2005, la loi Leonetti interdit l'acharnement thérapeutique et instaure un droit au «laisser mourir». Mais si elle autorise l'administration par les médecins de traitements

antalgiques permettant de soulager la souffrance, avec pour «*effet secondaire d'abrégé la vie*» du malade, elle exclut l'injection létale aux malades en fin de vie, comme c'est par exemple autorisé à des degrés divers au Luxembourg, aux Pays-Bas, en Belgique et en Suisse. Il y a quelques jours, l'Assemblée nationale a adopté en deuxième lecture une nouvelle proposition de loi instaurant un «*droit à la sédation profonde et continue*», un endormissement jusqu'au décès pour les malades incurables et au pronostic vital engagé à court terme. Cela ne répond pas aux demandes de l'Association pour le droit de mourir dans la dignité, l'ADMD, qui y voit là un abandon d'une des rares promesses du candidat Hollande.

Contre l'obstination thérapeutique, nous défendons un droit élémentaire, celui de choisir de mourir dans la dignité face à une maladie sans espoir de guérison et qui peut entraîner des souffrances parfois intolérables. Sédation pour mourir endormi, euthanasie active, recours au suicide assisté, le patient doit pouvoir choisir en toute connaissance de cause.

ÉVASION FISCALE L'OCDE et les trous dans le gruyère

Le gruyère est un fromage suisse (mais pas que...) qui comporte de nombreux trous... comme la législation fiscale de ce pays, très accueillante aux placements discrets des non-résidents.

On peut distinguer plusieurs sortes de trous dans la législation fiscale des différents pays, allant du parfaitement légal (les niches fiscales, ainsi la détaxation de l'investissement dans les DOM pour la France) ou presque légal («l'optimisation fiscale» qui utilise les imprécisions, volontaires ou non, des réglementations officielles), au presque illégal (l'évasion fiscale et les paradis fiscaux) et enfin au totalement illégal (la fraude fiscale pure). Le ralentissement de la croissance mondiale pèse sur les finances publiques de tous les pays, et l'OCDE (le club des pays riches) a décidé de s'attaquer à l'un de ces trous béants, l'évasion fiscale des multinationales... Après deux ans de discussions, il vient de présenter un rapport proposant quinze «actions», un plan qui devrait être adopté par les chefs d'État du G20 en novembre prochain.

L'objectif est simple : faire en sorte que les multinationales paient leurs impôts là où elles sont réellement actives. Selon le rapport (BEPS), la planification et l'optimisation fiscales des multinationales coûtent chaque année entre 100 et 240 milliards de dollars (on remarquera la grande précision des estimations !) Parmi les méthodes utilisées, il y a



L'affiche de la plateforme.

par exemple les prêts intra-groupes entre maison mère et filiales avec des taux calculés pour faire apparaître les bénéfices dans les paradis fiscaux, ou la localisation formelle des brevets, et de leur rémunération, dans ces paradis fiscaux.

Un contrôle des États les uns par les autres doit être mis en place. Pour l'Union européenne, une directive sur l'échange d'informations sur les accords fiscaux qui permettent aux multinationales d'échapper en partie ou totalement à l'impôt dans les pays européens où elles sont installées, doit entrer en vigueur

au 1^{er} janvier 2017. Si l'on en croit un responsable de BEPS, «*l'époque où l'optimisation fiscale était au cœur de la stratégie des multinationales est révolue*»... Cela rappelle fâcheusement la déclaration tonitruante de Sarkozy il y a quelques années : «*il n'y a plus de paradis fiscaux !*»

Vidé de son contenu...

En réponse à l'annonce de l'OCDE le 5 octobre, la Plateforme paradis fiscaux et judiciaires¹ (qui regroupe notamment Attac, le CADTM, le CCFD-Terre solidaire) souligne que les résultats ne sont pas à la hauteur des attentes : les

propositions initialement ambitieuses ont été rapidement vidées de leur contenu à cause de résistances très fortes de certains États et d'un lobby très actif du secteur privé.

En conséquence, les solutions proposées aujourd'hui ne permettront pas de répondre à l'objectif initial d'imposer les entreprises là où elles ont une activité réelle et seront insuffisantes pour mettre un terme aux échappatoires fiscales qui permettent actuellement aux multinationales de ne payer que très peu d'impôt. La réforme conserve et légitime certains mécanismes dommageables tels que celui sur les brevets... Les solutions proposées sont extrêmement complexes et soumises à l'interprétation des États et des entreprises : ainsi, il existe de fortes chances de voir se multiplier les conflits d'interprétation et les procès intentés aux États par des entreprises.

De plus, contrairement à ce que l'OCDE annonce, il n'y a aucune avancée en matière de transparence : seules les administrations fiscales auront accès à plus d'informations. Et plus de cent pays ont été exclus de la prise de décision dans cette réforme de la fiscalité internationale qui se veut globale.

Jacques Cherbourg

1 - http://www.stopparadisfiscaux.fr/IMG/pdf/Note_d_analyse_PPF_BEPS_-_Octobre_2015.pdf

Le chiffre 1612

C'est, en euros, la somme officiellement déboursée par Sarkozy... pour passer une seule nuit dans un établissement Relais & Châteaux. On espère qu'il y aura été plus à son aise que dans l'affreux hôtel 4 étoiles (!) où étaient logés les autres participants à la journée parlementaire de son parti à Reims. Il est vrai que fin mai, son déplacement en jet privé au Havre avait déjà coûté 3 200 euros...



Agenda

Du vendredi 16 au dimanche 18 octobre, 3 jours de solidarité avec le Kurdistan, Paris. Manifestation dimanche 18 octobre à 15 h, place de la Bastille.

Vendredi 16 octobre, rassemblement pour le droit du travail, Annecy. Rassemblement en soutien à un salarié de Tefal et à une inspectrice du travail devant le Palais de justice à partir de 13 h.

Samedi 17 octobre, rassemblements pour l'anniversaire du 17 Octobre 1961. À Paris, rassemblement à 17 h 30 au Pont Saint-Michel. À Strasbourg, rassemblement au Pont Corbeau et marche vers la place du 17 Octobre 1961.

Samedi 24 octobre, rassemblement pour George Ibrahim Abdallah, Lannemezan. À partir de 14 h, rassemblement devant la prison et actions, rassemblements et manifestations dans d'autres villes le même jour.

NO COMMENT

Ce que nous avons tous vu, ce n'est pas Air France. Soyez-en convaincus, ces violences ont été le fait d'individus isolés et ne reflètent ni la réalité ni l'ambition de votre compagnie. Ces événements n'ont d'ailleurs pas perturbé nos vols. Dans un monde extrêmement concurrentiel, Air France doit prendre des mesures courageuses afin d'assurer son avenir dans le peloton de tête des compagnies aériennes à vocation mondiale.

Extrait d'un communiqué officiel d'AIR FRANCE envoyé par mail à tous ses «clients» samedi 10 octobre

résultat de la politique aveugle, interventionniste, «impérialiste régionale» du régime Erdogan vis-à-vis de la Syrie. C'est la conséquence de plusieurs années de soutien logistique, financier et militaire à maintes organisations djihadistes afin de les aider à renverser le régime d'el-Assad. C'est aussi l'aboutissement d'une obstination de la part de l'AKP au pouvoir d'empêcher par tous les moyens la consolidation d'une région autonome kurde (sous la direction du PKK-PYD), quitte à laisser Daech occuper ces terres... Cet attentat s'inscrit aussi dans la suite des explosions du 5 juin dernier à Diyarbakir lors du meeting du HDP, et du 20 juillet à Suruç, où 34 jeunes révolutionnaires trouvèrent la mort alors qu'ils s'apprêtaient à se rendre à Kobané pour apporter leur aide et leur solidarité. Toutes ces explosions ont eu pour but de provoquer la reprise de la résistance armée par le mouvement kurde qui respectait un cessez-le-feu depuis plusieurs années.

Le mouvement kurde réprimé

Le peuple kurde a su – après de nombreuses attaques envers les locaux, les rassemblements et les activistes du HDP durant la période de campagne électorale – rester patient pour ne pas tomber dans le jeu de l'AKP et rentrer dans un nouvel engrenage de violence. Mais le massacre de Suruç a finalement été la goutte qui a fait déborder le vase, et les conflits armés ont repris depuis mi-juillet.

Erdogan n'a ainsi pas hésité à pousser le pays dans un état de guerre civile et d'état d'urgence pour mieux réprimer le mouvement kurde et son parti légal, le HDP, afin de rester au pouvoir. Il n'a pas hésité à pousser la société dans une division ethnique et culturelle-religieuse difficilement réparable pour consolider sa propre base. Enfin, il n'a pas non plus hésité à s'allier aux plus sombres acteurs politiques, tels que le Hezbollah de Turquie ou bien certaines forces de



Quelques minutes après l'horreur, des corps recouverts de drapeaux. DR

l'extrême droite fasciste. Ainsi, un jour avant le meeting d'Ankara, le mafieux-fasciste Sedat Peker, très populaire parmi l'extrême droite et notamment chez les «loups-gris», organisait dans la ville de Rize un rassemblement «contre le terrorisme» et en soutien à Erdogan, où il affirmait que «*le sang allait couler à flot*»...

C'est effectivement ce qui s'est passé, le sang, notre sang, celui de ceux qui combattent pour la paix et la liberté a coulé à flot, «tel un ruisseau» comme ils l'espéraient. Mais c'est aussi dans ce sang que vont se noyer toutes leurs sombres espérances à instaurer un régime dictatorial. **D'Istanbul, Uraz Aydin**

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

MIGRANT-E-S

L'Europe planifie des déportations de masse



Au Parlement européen mercredi 7 octobre, des discours creux... DR

Le cadavre d'Aylan sur une plage turque, c'était seulement un mois avant que Angela Merkel et François Hollande ne fassent leurs déclarations au Parlement européen mercredi 7 octobre.

Angela Merkel y a parlé de procédures du droit d'asile devenues obsolètes, et de la nécessité de plus d'Europe. François Hollande a parlé de valeurs de solidarité... Mais au moment où tous les médias commentaient ces discours « historiques », le quotidien britannique *The Times* révélait le même jour un document secret envoyé à tous les ministres de l'Intérieur européens : un plan de l'Union européenne pour mettre en œuvre « plus de 400 000 déportations » de migrantEs arrivés depuis janvier. Plus de 400 000, c'est-à-dire plus de 2 sur 3 ! L'objectif est écrit : des chiffres massifs d'expulsions visant à dissuader de nouveaux migrantEs.

Machine policière

Le document indique qu'il faut non seulement expulser plus de migrantEs mais aussi agir pour qu'ils ne puissent y échapper et passer dans la clandestinité : « Il faut prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter le retour de migrants illégaux, y compris la détention. » Ce plan prévoit la création d'une unité spéciale de Frontex pour favoriser les expulsions, et les États membres qui ne procéderont pas à assez d'expulsions seront poursuivis. Enfin des pressions, notamment économiques, seront exercées envers les pays du sud – le Niger et l'Érythrée sont cités – pour les contraindre à « reprendre » leurs migrantEs. L'objectif – 400 000 expulsions ! – fait froid dans le dos. Il ne vaut pourtant que pour les migrantEs arrivés au premier semestre, ce qui signifie que le dispositif mis en place est appelé à durer. On parle donc bien de la mise en place d'une machine policière, judiciaire et militaire, pour contrôler, enfermer, réprimer et déporter régulièrement à une échelle de masse. Et ce dispositif enserrera toute la société, illustrant que les frontières ne sont pas que des murs, des barbelés, des bateaux de guerres externes : elles sont une logique sociale et politique de gouvernement de domination de toute la société. Et une logique de domination des pays du sud.

Ce n'est pas fatal

Ce plan de l'UE doit être dénoncé publiquement pour démontrer l'hypocrisie des discours actuels sur l'accueil et leur logique réelle. D'autres discours viendront alors sûrement affirmer qu'il ne s'agit que d'un « document de travail »... Mais il doit surtout être combattu.

Ce plan est la concrétisation de l'orientation dominante qui veut continuer à empêcher les flux migratoires. Et, quoi qu'il en dise, derrière la « souveraineté européenne » de Hollande se profile le « souverainisme national » de Marine Le Pen... Car il s'agit toujours d'une « souveraineté » des dominants contre les autres : les étrangers, les pays du sud et plus largement tous les pauvres. Cette souveraineté diffuse un racisme envers les étrangers qui est aussi un racisme social. Quand on accepte l'argument que l'on « ne peut pas accueillir toute la misère du monde », on finit par accepter aussi celui selon lequel il faut « faire des sacrifices »... Alors que les riches continuent à s'empiffrer.

Il est logique que cette souveraineté des riches s'accompagne d'un renforcement de tous les pouvoirs policiers de l'État parce qu'elle ne peut s'imposer que par la force. Légitimée aujourd'hui par la volonté d'expulser les migrantEs, elle servira de même contre tous ceux et celles qui veulent se battre pour des logements décentes ou des emplois, contre le racisme ou la crise climatique.

Plus que jamais la solidarité avec les migrantEs doit être une solidarité de lutte commune. Pour une souveraineté des sans-culottes, des sans-dents, celle qui se construit dans chaque lieu de travail, dans chaque quartier. Et qui n'a pas de frontières.

Denis Godard

« Certains individus sont dangereux pour la société. Mais la prison ne résout pas le problème »

Entretien. Suite aux événements de Saint-Ouen / L'Île-Saint-Denis (braquage et fusillade) lundi 5 octobre et des prises de position et polémiques qui s'en sont suivies, nous avons demandé son avis à **Laurent Mucchielli**. Sociologue, directeur de recherche au CNRS, et auteur notamment de *Sociologie de la délinquance* (chez Armand Colin), il était aussi un des invités de notre dernière Université d'été.



PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

Que penser de la polémique lancée par la droite et l'extrême droite sur la politique pénale mise en œuvre par Christiane Taubira depuis trois ans ?

Je voudrais d'abord sortir du registre émotionnel pour rappeler quatre réalités. 1) Il y a eu une erreur de jugement collective de la part des membres de la Commission d'application des peines qui ont accordé leur confiance (ici une permission de sortie de quelques heures, suite au décès du père de l'auteur de la fusillade) à quelqu'un qui ne la méritait pas. Mme Taubira n'y est évidemment pour rien. 2) Sur quelque 50 000 permissions de sortie accordées chaque année, le taux d'échec ou d'erreur est d'environ 0,5%. Peut-on sérieusement dire que le système est mauvais ? Qui peut se vanter d'un taux de réussite de 99,5% ? Le risque zéro n'existe pas en matière humaine. D'ailleurs, si cette erreur n'avait pas eu cette conséquence dramatique, si le coupable avait commis un braquage mais sans tirer sur des policiers, personne n'en aurait jamais parlé. 3) La loi qui régit le système des

permissions de sortie n'a pas été modifiée depuis 2012, c'est la même que sous le gouvernement de droite précédent. 4) Depuis le retour des socialistes au pouvoir en 2012, le nombre de permissions de sortie accordées n'a pas augmenté, au contraire il a même baissé par rapport à la période Sarkozy.

Sachant tout cela, comment comprendre cette ridicule mise en accusation de Mme Taubira ? D'abord, elle est le bouc émissaire de la droite et de l'extrême droite quasiment depuis son arrivée au ministère de la Justice. Elle est de gauche, elle est une femme avec un fort caractère et beaucoup de répartie, elle a porté la loi sur le mariage pour les homosexuels et enfin, pour certains (ceux qui pensent que la France est « un pays de race blanche »), elle a la peau noire...

Ensuite, nous sommes entrés en précampagne électorale. Les socialistes étant au pouvoir, leurs adversaires profitent de tout ce qui leur tombe sous la main pour lancer la polémique avec un maximum de « buzz ». Et l'un des thèmes de prédilection de la droite et de

l'extrême droite étant l'insécurité et le laxisme supposé de la justice, il n'est pas surprenant qu'ils l'enfourchent à chaque occasion. On se souvient de la campagne électorale de 2002 de l'équipe de Chirac, du discours de Grenoble de Sarkozy en 2010 ou encore de celui de 2011 après l'« affaire Laëtitia ». C'est un grand classique politique. Enfin, tout ceci est ici amplifié par certains syndicats de police, les plus droitiers (à commencer par Alliance), qui s'empressent de tirer sur leurs cibles préférées : les gouvernements de gauche et la justice.

Du coup, la garde des Sceaux a annoncé sa volonté de réformer les sorties de détenus. Qu'en pensez-vous ?

Mme Taubira est sous pression politique et médiatique. Elle est mise en cause, on se retourne donc vers elle (y compris parfois dans son propre camp), elle se sent obligée de dire quelque chose. Et elle ne va évidemment pas dire qu'elle ne fera rien. Donc elle annonce une réforme. Là aussi, c'est écrit d'avance.

De façon plus globale, n'est-ce pas la question de l'incarcération comme unique réponse à la délinquance qui est ici plus ou moins en question ?

Dans un vrai débat, ce serait effectivement une des questions à poser. Mais le gouvernement est tétanisé par avance à la simple pensée de se faire accuser de laxisme par la droite et l'extrême droite. Il ne la posera donc pas. Pourtant le problème reste entier. Il est évident que certains individus sont dangereux pour la société. Mais il est tout aussi évident que la prison ne résout pas le problème. Dans bien des cas, la prison aggrave même la situation, compte tenu de son fonctionnement réel qui en fait trop souvent une zone de non-droit donnant le mauvais exemple, ainsi qu'un lieu où les délinquants renforcent leurs liens entre eux, risquant de s'aguerrir et de se radicaliser. Les raisons sont en partie matérielles, il faut savoir que la justice est le parent pauvre du service public en France. Si l'on cherche le scandale, on devrait aussi regarder de ce côté-là.

Propos recueillis par Manu Bichindaritz

FRONT DE GAUCHE Additions et divisions

Le 6 décembre prochain aura lieu le premier tour des élections régionales. Malgré l'unité affichée du Front de gauche, ces élections illustrent une fois de plus les divergences stratégiques de ses deux principales composantes.

Après de nombreuses discussions, blocages en tout genre et petites phrases cinglantes, le Front de gauche affiche aujourd'hui une certaine unité pour les prochaines régionales. Et les divergences entre les différentes composantes de la coalition sont mises de côté... en tout cas au moins jusqu'au soir du premier tour !

En effet, pour le premier tour, le Front de gauche sera bien uni dans onze des treize nouvelles régions, et a même réussi ici ou là à élargir le « front » avec le MRC, la Nouvelle Gauche socialiste ou Nouvelle Donne. Mais aussi, dans deux régions, en Provence-Alpes-Côte d'Azur et en Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, avec Europe écologie-les Verts. Mais cette belle unité n'a pas été sans difficultés : dans deux régions (Nord et Auvergne-Rhône-Alpes), les divergences concernant entre autres le non-cumul des mandats et la stratégie à mener face à un FN en position de force n'ont pas été surmontées, le Front de gauche y partira donc en ordre dispersé, c'est-à-dire divisé...

Depuis la fin de la campagne présidentielle de 2012, les divergences



Le 5 octobre, lancement de « nos vies d'abord ! » en IdF. DR

entre les deux principales composantes du Front de gauche se sont faites de plus en plus criantes concernant en particulier leur rapport au Parti socialiste. Dans toutes les régions, les difficultés ont donc été nombreuses : d'un côté, le Parti de gauche qui prônait partout où cela était possible des alliances avec EÉLV afin de constituer « l'opposition de gauche » avec un axe fort anti-gouvernemental, anti-PS ; de l'autre côté, le PCF qui fait de la fusion au second tour avec le PS un préalable... Mais désormais, toutes ces petites tracasseries semblent

oubliées, le Front de gauche est dans les starting-blocks.

Un rassemblement, avec qui et pour quoi faire ?

C'est sans aucun doute la région Île-de-France qui est le symbole à la fois de cette unité de façade et des divergences de stratégie. Rappelons que les différentes composantes du Front de gauche siègent jusqu'à présent dans deux groupes régionaux différents : un dans la majorité régionale PS (PCF et ex-GU), et l'autre non (PG et ex-Alternatifs). Au terme de

négociations on l'imagine laborieuses, le secrétaire national du PCF sera, comme en 2010, tête de liste, affirmant qu'il ne cumulera pas de mandats : « Je ne cumulerai pas, je choisirai si je siège au conseil régional en fonction des résultats »... En échange, ses principaux détracteurs, Éric Coquerel du PG et Clémentine Autain, porte-parole d'Ensemble, obtiennent respectivement la tête de liste de Paris et de Seine-Saint-Denis. Selon Éric Coquerel, « Nous avons obtenu une représentativité satisfaisante pour ne pas avoir l'impression de partir derrière une force. » Mais ce dernier n'est pas tout à fait satisfait puisqu'il continue de revendiquer la tête de liste dans le Val-d'Oise qui devrait être donnée à une « personnalité d'ouverture »...

Quant à savoir ce qui sera fait au second tour – union ou pas avec le PS – les candidatEs ne veulent pas encore envisager la question au cas où ils ne parviendraient pas à recueillir les 10% nécessaires pour se maintenir. Mais pour Pierre Laurent tout de même, même si « On n'en est pas là, on devra trouver un accord ». C'est sans doute pour cela qu'il tempère le discours anti-PS de ses colistiers et indique que « Sans unité, sans rassemblement, ces combats sont impossibles, je ne me suis jamais résolu à la désunion ». Bref, sur le fond, rien n'est réglé... Sandra Demarçq

ISRAËL PALESTINE Avec les Palestiniens, contre l'occupation

Les grands médias et les analystes autoproclamés s'interrogent : comment comprendre la multiplication, ces derniers jours, des attaques menées par des Palestiniens en Cisjordanie, à Jérusalem et en Israël ?

Pourquoi le « calme précaire » a-t-il cédé le pas à un « regain de violences » ? Le gouvernement israélien va-t-il pouvoir « reprendre le contrôle » de la situation ?

It's the occupation, stupid

Une fois de plus, l'intérêt est porté sur le conflit opposant Israël aux Palestiniens lorsque des Israéliens sont blessés ou tués. Comme si, entre deux attaques au couteau ou entre deux tirs de roquettes, les « violences » s'interrompaient. Comme si la mainmise israélienne sur les territoires palestiniens, l'occupation militaire et la colonisation n'étaient pas des violences. Comme si le blocus de Gaza était une mesure pacifique... Combien de fois faudra-t-il le rappeler, les Palestiniens vivent sous occupation depuis des décennies, et sont confrontés chaque jour à la politique discriminatoire, expansionniste et répressive de l'État d'Israël. Il n'y a pas de « processus de paix » mais un processus de colonisation maintenue, avec son cortège d'expulsions, de saisies de terres, de démolitions de maisons, d'arrestations des récalcitrants. En temps « normal », il ne s'écoule pas une semaine sans que des manifestations palestiniennes soient prises pour cibles par l'armée israélienne, sans que des habitants de Cisjordanie soient victimes d'exactions commises par les colons, sans que des dizaines de Palestiniens soient enlevés en pleine nuit ou au



Des jeunes palestiniens jetant des pierres sur des soldats israéliens près de la colonie Beit El le 5 octobre dernier. DR

petit matin pour être incarcérés sans jugement dans des prisons militaires. Alors, à la question « Pourquoi ces violences de la part des Palestiniens », on a envie de répondre par une autre question : « Pourquoi pas ? »

Sois colonisé et tais-toi !

Comme le faisait en effet remarquer la journaliste israélienne Amira Hass dans une tribune parue le 6 octobre dernier dans *Haaretz*, « Les Palestiniens se battent pour leurs vies, [alors qu']Israël se bat pour l'occupation ». Et de poursuivre : « Les jeunes Palestiniens ne se mettent pas à assassiner des juifs parce qu'ils sont juifs, mais parce que nous sommes leurs occupants, leurs tortionnaires, leurs geôliers, les voleurs de leur terre et de leur eau, les démolisseurs de

leurs maisons, ceux qui les ont exilés, qui bloquent leur horizon. Les jeunes Palestiniens, vengeurs et désespérés, sont prêts à donner leur vie et à causer à leur famille une énorme douleur, parce que l'ennemi auquel ils font face leur prouve chaque jour que sa cruauté n'a pas de limites. »

Quelles sont les perspectives offertes aux Palestiniens par ceux qui aujourd'hui critiquent leurs actions et exigent un « retour au calme » ? Aucune, sinon la perpétuation d'un système de domination et d'oppression contre lequel ils n'auraient pas le droit de s'insurger, et face auquel ils n'auraient qu'une seule attitude : la soumission et le silence, en attendant que les choses s'améliorent dans un avenir plus ou moins lointain. En d'autres termes : sois colonisé et tais-toi !

La révolte des Palestiniens est légitime

Entre le 1^{er} et le 11 octobre, 4 Israéliens sont morts dans des attaques au couteau et une dizaine d'entre eux ont été blessés. Dans le même temps, 24 Palestiniens ont été tués et plus de 1300 ont été blessés par balles réelles ou balles en caoutchouc, soit une moyenne de 130 par jour. Durant la seule journée du dimanche 11 octobre, 75 Palestiniens ont été atteints par des tirs à balles réelles lors de manifestations en Cisjordanie, à Jérusalem et à Gaza. Des chiffres qui indiquent non seulement l'ampleur de la répression israélienne, qui se durcit chaque jour, mais aussi et surtout le déséquilibre des forces en présence.

Difficile de mesurer aujourd'hui l'ampleur que peut prendre la révolte en cours, notamment parce qu'elle se caractérise par une accumulation d'actes individuels, sans coordination ni stratégie de la part des factions politiques palestiniennes. Mais une chose est certaine : le gouvernement israélien a une fois de plus choisi de nier ses responsabilités et de se faire passer pour la victime, quitte à multiplier les provocations, les amalgames et les incitations à la haine. Mais rien n'y fera : la colère, la révolte et la résistance des Palestiniens sont légitimes, et personne ne pourra leur interdire de lutter pour affirmer leurs droits.

Nous avons été, nous sommes, et nous serons à leur côté dans ce combat.

Julien Salingue

ALLEMAGNE Accueil et contrecoups pour les réfugiés

Rappelons-nous les images récentes à la télé : des centaines de personnes se rassemblant dans les gares de Munich, Francfort, Cologne et dans d'autres villes, pour applaudir les réfugiés descendant des trains.

Boissons, victuailles, et volontaires pour trier et distribuer des vêtements, s'occuper des enfants, donner des cours d'allemand ou rendre mille et un services. C'est bien un mouvement en profondeur qui continue à se développer. Des clubs de foot organisent des équipes internationales composées de réfugiés et les intègrent dans les ligues à différents niveaux. Des milliers de gens, en dehors des structures établies (associations et organisations politiques), s'organisent spontanément pour aider les réfugiés. Coude à coude avec les militants antifascistes, de la gauche radicale, révolutionnaires, beaucoup de jeunes, incluant beaucoup de jeunes immigrés ou d'origine extra-allemande, s'engagent dans ce mouvement de solidarité de manière très concrète.

« Refugees welcome », ce slogan est venu au cœur du débat public. Mais d'autre part, les attentats et actions violentes contre les réfugiés se multiplient, et le mouvement Pegida (Patriotes européens contre l'islamisation de l'Occident) – commença à Dresde – relève la tête. Il y a

donc aujourd'hui une polarisation extrême dans la population, mais les sentiments de solidarité restent hégémoniques jusqu'à nouvel ordre. Pour le gouvernement et la chancelière Merkel, qui a réagi en bonne politicienne, le triomphe a été de taille. Hier encore, Merkel et son ministre des Finances Schäuble étaient caricaturés avec la moustache d'Hitler ou le casque de la Wehrmacht, pour leur attitude ultra-dure contre la population grecque. Mais depuis les déclarations accueillantes de Merkel envers les réfugiés, les Allemands sont célébrés comme des incarnations du principe humanitaire et humaniste, le bon exemple avancé contre celui des Hongrois, Danois, Slovaques et autres brutes...

Qui est responsable de l'austérité ?

Pourtant, dans les faits, la politique du gouvernement allemand se durcit contre les réfugiés. Les murs de la forteresse de l'Union européenne sont renforcés par mille et une mesures, entre autres les prétendument « pays d'origine sûrs », le tri entre les « bons » et les « mauvais » réfugiés (« économiques » ou « sociaux »).



À Erfurt mercredi 7 octobre des manifestations contre l'accueil des migrants. DR

De plus, le contrecoup et la rupture avec la solidarité se prépare. Ainsi, dans sa présentation du budget, Schäuble vient de combiner les milliards pour l'accueil et l'intégration des réfugiés... avec la consigne adressée à tous les ministères à réduire leurs dépenses : le dogme de la discipline de fer budgétaire, de l'endettement zéro, et donc de l'austérité, va reprendre de plus belle. Et dès que le coût de l'aide aux réfugiés va être associée à l'aggravation de la situation sociale des pauvres et des petits revenus, le sentiment de solidarité risque de reculer, laissant la place à l'hostilité. Pour y remédier, il faut que les aspirations à la solidarité se généralisent

à l'ensemble de la société, pour une répartition équitable des richesses, la réduction des inégalités, le droit à une vie décente pour tout le monde. Pour cela, il faudra aussi combattre l'évasion fiscale : les mille milliards d'euros annuels qui s'échappent de l'Union européenne vers les paradis fiscaux. Infiniment plus que les 12,5 milliards dépensés pour l'accueil des réfugiés avant la crise actuelle.

De Berlin, Manuel Kellner

L'auteur est membre de la direction de l'ISL (Gauche socialiste internationale), une des deux fractions publiques de la IV^e Internationale en Allemagne, et membre de la rédaction du *Sozialistische Zeitung* (SoZ), publication proche de l'ISL.

MEXIQUE

Le crime d'Ayotzinapa, une affaire d'État



Le 26 septembre à Mexico, « Ils les ont emmenés vivants, nous les voulons vivants ! » DR

Le succès dans tout le pays des manifestations du 26 septembre dernier – date anniversaire de la disparition des 43 étudiantEs de l'école normale d'Ayotzinapa – a souligné la profonde crise politique que connaît le gouvernement du président Pena Nieto et le système des trois partis (PRI, PAN et PRD)...

Un an après la disparition des 43 étudiantEs, plus de 50 000 manifestantEs à Mexico, des dizaines de milliers d'autres dans tout le pays, exigent la vérité et la justice pour les 6 étudiantEs assassinés et leurs 43 camarades « disparus », et portent la conviction d'un nombre toujours croissant de Mexicains et d'observateurs étrangers que l'État tout entier est responsable de ce crime. Le cri de « Fue el estado » (« c'était l'État ») est repris partout.

C'est le problème du président et des institutions centrales : depuis un an, ils veulent faire croire qu'il s'agissait d'un règlement de comptes dans le cadre du narcotrafic dans lequel seul le maire d'Iguala (la commune où ont eu lieu les assassinats et les « disparitions ») et sa police locale étaient impliqués, en mentant ou en cachant la vérité. Et pour protéger le gouverneur de l'État local, la police fédérale et l'armée, tous directement impliqués dans les faits, les représentants de la justice fédérale (procureurs de la République) ont mené les enquêtes en ménageant tous ces échelons de l'État et ont tenté de mettre un point final à l'enquête, proclamant leur version comme une « vérité historique ».

Ce qui inquiète les tenants du pouvoir, c'est que le crime d'Ayotzinapa a été le révélateur et la « goutte de sang de trop » qui a soulevé l'indignation de tout un pays qui souffre d'une terrible « sale guerre » depuis des années. Une guerre que, sous prétexte de lutte contre les narcotraficants, l'État mexicain et ses représentants locaux mènent contre les pauvres, les communautés indigènes, les syndicats agricoles, les défenseurs des droits de l'homme et les journalistes. Une guerre qui en moins de 10 ans s'est traduite par plus de 100 000 assassinats, plus de 25 000 disparus, plus de 4 000 cas de tortures avérées (chiffres de la Commission interaméricaine des droits de l'homme de l'ONU). Le tout sur fond de corruption généralisée, d'impunité quasi-totale pour les auteurs des assassinats ou des exécutions.

La sale guerre doit se terminer

La version répandue par le gouvernement est clairement infectée de racisme et d'esprit de classe : les victimes d'Ayotzinapa sont des jeunes apprentis instituteurs de campagne venant des communautés indigènes combattives, donc naturellement subversifs et liés aux narcotraficants d'après le gouvernement... Démenti par tous les experts internationaux qui ont pu enquêter, interpellé par les représentants des instances internationales des droits de l'homme et surtout sous la pression de la mobilisation populaire, le gouvernement recule, et annonce la réouverture des investigations, se disant même prêt à collaborer avec les experts internationaux.

Mais dans le même temps, il fait intervenir à l'heure de la plus grande écoute du journal télévisé le plus regardé le premier responsable militaire du pays, le général secrétaire de la Défense nationale qui a été très clair : demander que des experts internationaux interrogent les soldats impliqués la nuit du massacre est intolérable. « C'est très grave, je ne peux permettre qu'on interroge mes (!) soldats ». Avertissement officiel : « pas touche à l'armée ! »

Il n'est pas sûr du tout que cela arrête le mouvement populaire et d'opinion qui, avec les parents des victimes, exige que tous les coupables soient retrouvés et punis. Car tous sont convaincus qu'après Ayotzinapa, rien ne doit être comme avant au Mexique.

De Mexico, F. Thomas



«Air France, c'est ça, c'est nous, c'est pour vous.» Dès le 7 octobre, ce sont les paroles récitées dans un clip vidéo diffusé par la direction aux clients, comme s'il ne s'était rien passé...

«**A**ir France, c'est nous», récite par le DRH Xavier Broseta, encore tremblant, une hôtesse et un pilote, et surtout des cadres avec des sourires publicitaires. Aucun salarié de l'industriel ou du cargo, désormais classés parmi les voyous! La triste vision d'Air France montée par un service de «com» en déroute. La «com» Air France? C'est LE secteur qui a vu son budget augmenter (+19 millions d'euros) avec l'arrivée de Alexandre de Juniac, secteur dirigé par une ancienne conseillère de Juppé quand il était ministre, avec ses collègues où l'on retrouve aussi une ancienne conseillère de Copé... Des économies réalisées depuis 2012? Pas pour tout le monde: les 10 plus hauts salaires ont augmenté de 19% entre 2012 et 2014... Et encore, De Juniac n'est pas inclus car il émarge à la Holding AF/KLM... Par ailleurs, il touche aussi de gros dividendes de par sa participation au conseil de surveillance de Vivendi où il a suivi la fusion SFR Numéricable, car il a du temps libre, lui, pour s'occuper de la téléphonie mobile en plus des problèmes d'Air France. Cela sans parler de sa fameuse conférence à Royaumont avec le Medef sur la relativité des droits sociaux, le travail des enfants à réhabiliter, et les bonnes blagues avec son collègue du Qatar sur le droit de grève...

Avant le 5 octobre, quel contexte?

Un premier plan Transform en 2011, que CFDT, FO, UNSA et CGC ont signé «pour sauver les emplois». Un plan qui entérine des milliers de départs volontaires, et donc une augmentation de la charge pour ceux qui restent, avec



Lundi 5 octobre, les salariés s'invitent au CCE... DR

des attaques importantes: perte de l'ancienneté à venir pour les jeunes, blocage des salaires pour 4 ans, perte de jours de congés, une dizaine de jours travaillés en plus par an... avec le scénario-fiction, seulement dénoncé par Sud Aérien, d'une compagnie soi-disant au bord de la faillite... Quatre ans plus tard, Air France/KLM, cinquième groupe mondial a augmenté ses profits, diminué sa dette de crédits de 2 milliards, réalisé plus de 2 milliards de nouveaux investissements, mais ce n'est pas assez! Il faut devenir l'un des trois premiers mondiaux... Pas mal pour une compagnie soi-disant en faillite virtuelle! Cette fois, pour son nouveau plan, Perform, la direction s'est heurtée à une large intersyndicale qui a mobilisé pour ce fameux comité central d'entreprise qui se tenait lundi 5 octobre. Pendant toute cette période, les rumeurs les plus folles ont couru dans l'entreprise, le plus souvent véhiculées par des

dirigeants syndicaux, annonçant jusqu'à 8 000 licenciements. Des rumeurs à chaque fois plus ou moins démenties par la direction qui se veut rassurante: si vous signez, rien de tout cela n'arrivera et l'avenir sera radieux... Mais il faut que les pilotes commencent par signer les accords!

Ce qui s'est passé ce jour-là...

Le plus important est que beaucoup de monde a répondu à l'appel de tous les syndicats de navigants (dont l'UNAC, lié pourtant à la CGC en dehors de l'intersyndicale), et au sol, de la CGT, Sud Aérien, FO, UNSA et CFTC. Le CCE s'est tenu dans un siège social facilement envahi par la pression des 3 000 manifestants: grilles qui sautent, faibles forces de l'ordre, portillons automatiques débloqués par les services de sécurité, etc. La direction avait changé la disposition de la salle pour pouvoir s'enfuir rapidement

avec leurs vigiles que les cadres ont déchiré leur veste et perdu leur chemise. Les images sont claires, aucun coup n'a été porté. La direction en panique s'est donc enfuie, donnant à voir les belles images diffusées sur toutes les chaînes. Elle pensait pouvoir s'éclipser, laissant les personnels seuls dans la salle et escomptant éventuellement quelques affrontements entre personnel au sol et de vol. Et de nombreux journalistes avaient été conviés à la fête...

Ensuite, sur l'air de Zebda, les salariés sont partis en manifestation joyeuse vers l'aérogare, où les forces de l'ordre se livreront encore à quelques provocations avec des gaz lacrymogènes... Une grosse manifestation de plus de 2 000 salariés, et une ambiance fraternelle entre toutes les corporations, à rebours du discours de la direction et de certains syndicats désignant les navigants comme des privilégiés. La vidéo d'une salariée du hub, diffusée largement sur les réseaux sociaux, est éloquente.

Des images passées en boucle qui ont rencontré l'adhésion des salariés de l'entreprise. Et le lendemain, tous les salariés avaient la banane.

«La chemise» fait réagir

Les salariés étaient globalement heureux, même s'ils ont eu peur des représailles frappant des manifestants.

Au niveau politique, le Front national a retrouvé ses fondamentaux: «le pourrissement de la situation va se traduire inévitablement par des débordements de plus en plus nombreux, comme l'agression ce jour de membres de la direction d'Air France, acte aussi inadmissible que condamnable». La droite crie à la chienlit et aux enrégés et, en écho, Valls crie aux «voyous», suivi par Macron qui, des USA où il se trouve alors, a dénoncé des salariés «stupides» (au cas où on n'aurait pas compris que lui est intelligent...).

Seuls le NPA et Lutte ouvrière ont immédiatement soutenu les salariés dès ce lundi 5 octobre. Jean-Luc Mélenchon, comme Clémentine Autain pour Ensemble, soutiendront les salariés les jours suivants. Par contre, Pierre Laurent du PCF est encore en demi-teinte, suivant l'attitude de la plupart des syndicats d'Air France (CGC, CFDT, FO, SNPL...) effrayés par ce mouvement où la base prend des initiatives non prévues: «Évidemment, on peut condamner, regretter les actes commis. Mais il faut mettre tout sur la table dans ce cas et aussi l'attitude scandaleuse et méprisante de la direction», déclara-t-il le mardi 6 octobre.

Le soir du 5 octobre, la CGT Air France a diffusé un tract où elle «condamne les agressions physiques qui ont eu lieu ce jour. la CGT condamne tout aussi fermement l'attrition et les licenciements que la direction s'apprête à mettre en œuvre». Pourtant, avec d'autres, c'est une partie de la base CGT qui a été active dans ces événements. Seul SUD Aérien ne s'est pas joint à cette condamnation de l'action des manifestants.

Heureusement, le Secrétaire général de la CGT, Martinez, a été un peu meilleur le mercredi 7: «nous ne cautionnons pas ce genre d'incidents» mais «je refuse de condamner».

Écho mondial et soutien populaire

Pourquoi un tel écho, un tel soutien populaire... et une telle haine de tous les journalistes à la radio et à la télé?

Ces images ont immanquablement évoqué le spectre de la Révolution française, avec ses nobles qui allaient à l'échafaud tête nue, chemise découpée et conspués par le peuple. Le



Mardi 6 octobre Valls apporte son soutien à la direction. DR

« DEPUIS LA GRÈVE DES PILOTES DE SEPTEMBRE 2014, LA DIRECTION A PORTÉ SA POLITIQUE DE DÉNIGREMENT DES PILOTES À SON PAROXYSMES »



Entretien. Commandant de bord, **Guillaume Pollard** est le président du syndicat du personnel navigant technique (PNT) Alter.

Comment réagissent le PNT et le syndicat Alter à la campagne menée contre les pilotes et leur prétendu « égoïsme » qui ferait couler la compagnie ?

Pour Alter, membre de l'Union syndicale Solidaires, la notion d'« égoïsme corporatiste » est absente de son ADN. Nous n'avons de cesse de maintenir vivace les liens entre les pilotes et les autres catégories de personnel, en particulier par le biais de Sud Aérien qui possède des sections sol et PNC (hôtesses et stewards). Lors des grèves, nous essayons de répondre présents pour échanger avec nos collègues du sol sur leur lieu de travail.

Il est vrai que notre profession, et notamment le SNPL, le syndicat majoritaire, n'a jamais été très enclin à se lier socialement aux autres catégories de l'entreprise. Aussi, la campagne de dénigrement de la direction d'Air France envers les pilotes, tant en interne qu'en

externe par médias interposés, a pu trouver, ces derniers mois, un certain écho auprès des autres salariés, notamment du sol, et culpabilisé une certaine frange de la population pilote.

Néanmoins, trois choses sont venues quelque peu rebattre les cartes de cet « antagonisme de classe ». Depuis l'arrivée d'Alexandre de Juniac à la tête d'Air France, la direction n'a eu de cesse de jouer sur cette corde sensible, un coup dans un sens, un coup dans l'autre : « les pilotes sont trop chers, ils vont couler la boîte... », mais aussi, à destination des pilotes : « les agents sol des escales France sont trop chers, ils vont aussi couler la boîte... ». Et depuis la grève des pilotes de septembre 2014, cette même direction a porté cette politique de dénigrement des pilotes à son paroxysme.

Ensuite est venu l'avènement d'un nouveau bureau à la tête du SNPL AF en décembre dernier. Plus ouvert à l'échange, nous avons pu partager avec lui sur cet aspect des relations sociales et l'importance d'une autre vérité historique de la lutte des classes : « l'union fait la force ».

Enfin vient le fait que certaines confédérations syndicales, qui cultivaient l'épouvantail de l'égoïsme pilote ont, elles aussi, décidé de prendre le virage de l'efficacité pour la convergence des luttes sociales. Si on ajoute l'outrance dans la tentative de la manipulation d'une direction décomplexée par le

soutien d'un gouvernement dit « socialiste » et une politique patronale sans limite, tout cela a permis de faire naître en juillet dernier une intersyndicale réunissant toutes les organisations professionnelles d'Air France, hormis la CGC et la CFDT. Le 5 octobre dernier, les pilotes présents ont donc pu défilier pacifiquement au côté de leurs autres collègues salariés d'Air France, et c'est la direction qui a fait les frais de cette communion « retrouvée ». Néanmoins, ne cachons pas aussi que certaines forces « réactionnaires » au sein même de notre profession sont à l'œuvre pour déstabiliser ce fragile édifice.

Que représentent comme attaques sociales contre les PNT les mesures envisagées dans le Plan A de la direction ?

Avec son plan A et 100 heures supplémentaires de vol par an, la direction veut un effort supplémentaire de 17%, « des gains de productivité qui permettront, à terme, de retrouver le chemin de la croissance ». Les mots les plus importants sont bien entendu « à terme ». Parce que ces attaques sociales n'auront jamais de terme ! Il suffit de lire ce qu'écrit la direction sur le précédent plan Transform 2015 comportant déjà 20% de gain de productivité subi depuis 2012 : « Transform a porté ses fruits grâce à la mobilisation de tous, mais nous devons poursuivre nos efforts pour

faire face à un contexte de plus en plus concurrentiel... » Ainsi soit-il du Sisyphes-salarié.

Leur ambition est de nous faire accepter de faire table rase de nos accords et conventions collectives. C'est leur « New Deal » dont la devise est : « Ensemble, construisons le métier de pilote de demain » ! Cette destruction créatrice, chère à Schumpeter... mais aussi et surtout à nos financiers, a donc pour objectif de « repenser le métier pilote », si possible en contournant les organisations professionnelles, par des accords individuels avec les pilotes en terme de conditions de travail et de rémunération...

La direction envisage de « réfléchir » aux règles d'utilisation, au système de rémunération, incluant l'intéressement lié à la performance économique, à la « modularité » du temps de travail (passage à trois types de contrats : contrat « plus » permettant de gagner plus en volant plus, mais avec réduction du prix de l'heure de vol ; contrat « allégé » pour voler moins et gagner moins ; contrat « type » pour gagner autant en volant plus...), aux conditions de nos évolutions professionnelles (passage de co-pilote à commandant de bord, passage du moyen-courrier au long-courrier...), augmentation de l'échange électronique via iPad entre autres entre le cockpit et l'entreprise afin de supprimer des emplois sol en les sous-traitant. Ajoutons la

suppression de deux jours de repos mensuels, de trois jours de congé annuel supplémentaires (nous en serions à six supprimés en trois ans...). Au sein même de ce Plan A était déjà prévu des licenciements secs dans les « secteurs où l'écart de coûts par rapport au marché est tel qu'il ne pourrait être comblé par la voie de la négociation et menace la pérennité de l'activité ». Et tout cela devait être négocié en seulement trois semaines ! En réalité, la suite de l'histoire était bel et bien déjà écrite.

Jusqu'à aujourd'hui, il y a eu une forte cohésion de l'ensemble des syndicats PNT, PNC et PS (sauf CFDT et CGC). À quelles conditions pensez-vous qu'elle pourra se maintenir ?

C'est une bonne question ! C'est même LA question dont la réponse conditionnera notre avenir social à tous, salariés d'AF, pilote, mais aussi hôtesse, steward et personnel sol. Transparence, confiance, échanges, entre les différents acteurs syndicaux, certes... mais surtout LA conscience ! Conscience que nous sommes tous liés à une même chaîne, celle du salariat, que nous avons tous le même ennemi, la direction et « ses donneurs d'ordre », que la convergence des luttes sociales tant sur le plan de l'entreprise que national, est notre seul espoir d'émancipation.

Propos recueillis par nos correspondants

« 100 HEURES DE VOL DE PLUS PAR AN POUR UN NAVIGANTE, CELA REPRÉSENTE RÉELLEMENT 400 HEURES »



Entretien. Personnel navigant commercial (PNC), **Sophie Reneux** est déléguée du personnel Sud Aérien.

Pour les PNC, comment se tradiraient les mesures du plan Perform que voudrait imposer la direction ?

D'abord par une augmentation des heures de vol, avec évidemment un déclenchement des heures supplémentaires au-delà de 75 heures de vol pour ne pas avoir à payer de majoration. Il faut bien comprendre, ce que ne dit jamais la presse, c'est que 100 heures de vol de plus par an pour un navigantE, que ce soit un pilote ou un navigantE commercial, c'est bien plus que 100 heures de travail supplémentaire. Le temps de vol est seulement calculé entre la mise



Lundi 12 octobre, unité contre les arrestations. DR

en route et l'arrêt des moteurs de l'avion ! Donc, cela représente réellement 400 heures de temps de travail en plus par an car il faut calculer sur le temps de présence au travail des PN, tous les temps d'activité entre chaque étape de vol proprement dite (embarquement, roulage, débarquement, briefing, temps d'attente en escale, navette de transport...). Et tout cela évidemment pour le même salaire ! Et si chaque PNC augmente ainsi, en gros de 15 à 20% son temps de travail, même avec une croissance d'activité de 5%, cela va évidemment créer du sureffectif.

Donc, plan A ou plan B, la direction compte bien supprimer des centaines d'emplois d'hôtesse et de stewards ! Augmenter le temps de vol, cela veut dire aussi diminuer le nombre de jours de repos, les temps de repos en escale... Toute une dégradation des conditions de travail.

Ya-t-il une solidarité entre toutes les catégories de personnel ?

En général, ce sont les divisions qui prédominent. La direction s'applique à diviser entre catégories, navigants d'un côté, personnel au sol de l'autre. Pour beaucoup de

personnels au sol, les navigantEs passent pour des privilégiés, et pas mal de navigantEs se considèrent au-dessus du personnel au sol. Et dans l'avion, il y a aussi souvent un fossé important entre les techniques et les PNC. Heureusement, aujourd'hui, il y a une réaction commune de toutes les catégories, même si elle est fragile. Pour l'instant, il y a une unité, on le voit dans l'intersyndicale, et on l'a vu ce 5 octobre.

Quelles sont les dégradations touchant les PNC déjà appliquées avec Transform 2015 ?

La plus lourde est la déstabilisation permanente des plannings de travail mensuel, en cas du moindre jour de maladie, de retard... et même à J-2 en cas de changement de la rotation décidé pour coller au maximum à l'exploitation. Cette insécurité permanente rend de plus en plus difficile l'organisation de sa vie personnelle et familiale. Et en plus de cette pression, nous subissons de plus en plus de sanctions disciplinaires : si en un an, nous avons un retard, plus un arrêt maladie et un débarquement pendant une rotation, on est soumis à une sanction disciplinaire. De plus,

la hiérarchie entretient un climat permanent de délation. Donc un climat à même de faire craindre à tout le monde un licenciement disciplinaire.

Avec les règles de représentativité, pour les PNC, seuls l'UNAC-CGC, l'UNSA et le SNPNC-FO négocient les accords. Que vont-ils faire face à la pression de la direction ?

Jusqu'à présent, tout le monde est dans l'intersyndicale. Mais cela est instable. Ces syndicats PNC subissent non seulement une forte pression de la direction, mais sont aussi le reflet de l'état d'esprit moyen des PNC. Beaucoup de nos collègues subissent mais relayent le boniment de la direction sur les difficultés d'Air France. Ils voient bien que l'adaptation permanente, les gains de productivité, se traduisent par des vols archi pleins et une pénibilité grandissante. Néanmoins, beaucoup acceptent le discours sur les difficultés financières qui seraient dues aux taxes ADP (Aéroports de Paris) qui seraient trop chères, la concurrence des compagnies du Golfe et des low cost. À part Sud Aérien, tous les syndicats PNC relayent ce discours qui de fait démobilise les personnels. Néanmoins, jusqu'ici, l'unité tient. C'est pour cela d'ailleurs que la direction a lancé depuis lundi des réunions bilatérales, syndicat par syndicat, catégorie par catégorie, pour essayer de briser cette unité. Donc, les jours qui viennent sont décisifs.

Propos recueillis par nos correspondants



FUMEL (47)

Et si on déchirait d'autres chemises ?



Qui paiera ses dégâts ? DR

Une nouvelle épatante dans la presse quotidienne régionale: le député-maire UMP/LR de Fumel vient de faire voter par le conseil municipal sa «protection fonctionnelle»...

Ce procédé consiste tout simplement à faire payer par la ville les frais de justice de son élu, lequel doit comparaître au tribunal correctionnel d'Agen le 18 décembre. En effet, le syndicat de l'usine MetalTemple et le NPA attaquent ce dernier pour des propos diffamatoires proférés dans des interviews médiatisées. Les faits remontent à ce début d'année. Les salariéEs se sont mobilisés contre les licenciements et la fermeture quasi certaine de leur usine. Ils reprochaient aux pouvoirs publics (mairie, département, région) de laisser faire les patrons-voyous. Costes ne l'a pas supporté. Voyant que les salariéEs restaient déterminés malgré les manœuvres et les pressions, qu'ils continuaient de bloquer l'entrée de l'usine, à bout de patience, il avait alors fait des déclarations fracassantes sur France 3, assimilant les grévistes et leurs soutiens à des voleurs et des alcooliques, allant même jusqu'à demander l'intervention de l'armée pour mettre fin à ce qu'il appelait une «zone de non-droit»...

La caste...

Cet élu de la République fait bien partie de cette caste de privilégiés qui se croit tout permis, au-dessus de la population. Ils usent et abusent de leur pouvoir avec des méthodes plus ou moins douteuses. C'est ce qu'illustrent le mépris et la haine de classe affichés ces derniers jours par Macron, Valls, Sarkozy, par ces éditorialistes, ces pseudo-experts débâtant à la télé, qui se sont tous lâchés contre les salariéEs d'Air France en colère.

Les salariéEs, les chômeurs, les précaires, celles et ceux qui trinquent, sont insultés («voyous», «stupides», «abrutis»...), sont montrés du doigt, rabaissés et culpabilisés. Voici l'image de la violence sociale quotidienne qui s'amplifie. Alors que les «seigneurs locaux» profitent, plus d'une centaine de salariéEs de MetalTemple et de sous-traitants ont été licenciés et pointent aujourd'hui au chômage. Et la population de la région paie très cher la catastrophe sociale, conséquence de la multiplication des fermetures d'usines et des suppressions d'emplois dans les services publics. Cela mériterait plus qu'une chemise déchirée!

Philippe Poutou

CHARLEVAL (27)

Ce qui fait monter la xénophobie...

Après la décision à l'unanimité du conseil municipal d'accueillir une famille de migrants, un rassemblement «spontané» a réuni une centaine de personnes le samedi 3 octobre derrière une grande banderole «Les nôtres avant les autres»...

Charleval fut le site d'une des plus grosses usines de l'Eure, fabrique de joints de caoutchouc pour l'industrie automobile. Au fil des ans, des changements de nom et de la pressurisation par PSA et Renault, elle a connu un plan de licenciement sur «plan de sauvegarde de l'emploi», au point de ne plus être que l'ombre d'elle-même. Une usine où des milliers d'ouvrierEs de toutes origines ont fait l'expérience de la lutte et de la solidarité, mais où la capacité collective de riposte a peu à peu été laminée.

Le triste bilan des directions nationales qui ont laissé tant d'équipes syndicales se débrouiller, désemparées, le dos au mur. Une condamnation sans appel des gouvernements de droite dure ou de gauche molle, des libéraux de l'éventail sarkozzo-hollandien, qui ont organisé chômage et précarité de masse.

Contre le rejet, le combat pour la solidarité

Le résultat, sur cette terre historiquement «rouge»? Montée des peurs et des égoïsmes, rejet de «l'autre», et aujourd'hui, les ennemis

Une victoire pour toutes et tous!

INTERMITTENT-E-S ET PRÉCAIRES

Après plusieurs mois de luttes ayant entraîné l'annulation de plusieurs festivals, de journées de grève, d'action coups de poing et plus d'une année de recours juridiques, le Conseil d'État a tranché: en plus d'être injuste, la nouvelle convention d'assurance chômage est illégale. Les «partenaires» sociaux que sont le Medef, la CGPME, l'UPA, la CFDT, la CFTC et FO ont signé un texte jugé discriminatoire. Et le ministre du Travail de l'époque, François Rebsamen, aidé par ses petits camarades du gouvernement, avait validé cet accord...

Une majorité d'intermittentEs dans la lutte, une victoire pour tous les chômeurEs

Le Conseil d'État a considéré comme illégal et discriminatoire le différé d'indemnisation, car il avait pour conséquence de faire récupérer par l'Unedic l'argent que pouvait recevoir un salariéE ayant fait condamner son employeur pour licenciement abusif. Terminé aussi la récupération brutale et arbitraire par Pôle emploi des trop perçus d'indemnisation, qui plongeait parfois les chômeurEs dans le plus grand dénuement. Enfin, cela met fin à la double peine due aux erreurs d'actualisation qui entraîne toujours un trop-perçu, mais qui n'empêche plus les journées mal déclarées sur le formulaire d'actualisation de compter comme étant cotisées.

Le paritarisme, victime d'un accident du travail

Pour la première fois, le Conseil d'État a donc invalidé une convention d'assurance chômage en cours, ce qui implique que de nouvelles négociations vont être relancées entre le patronat et les syndicats prétendument «représentatifs». Cette fois-ci, la CGT (via la CGT Spectacle et la CGT Intérim), mais aussi la Coordination des intermittents et précaires, Sud Culture et les associations de chômeurEs (Mouvement national des chômeurs et précaires, Les

Le slogan de la Coordination des intermittents et précaires durant la lutte du printemps et de l'été 2014 annonçait bien la couleur: «Ce que nous défendons, nous le défendons pour tous». Le 5 octobre dernier, le Conseil d'État leur a donné raison.



La longue marche des intermittentEs continue... PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

Maternités, Recours Radiations), non présents à la table des négociations, ont gagné en termes de rapport de forces. De plus, le Medef et ses alliés savent désormais que ces négociations, qui doivent aboutir au plus tard le 16 mars prochain seront sous étroite surveillance.

La lutte doit continuer

Malgré le désaveu pour le camp du Medef et du gouvernement, le rapport de forces institutionnel n'est pas favorable aux droits des plus précaires. Ce doit être l'occasion de retrouver nos camarades, nos amiEs, nos proches pour continuer les luttes des précaires dans la suite de celle du printemps et de l'été 2014. L'enjeu est bien de maintenir la pression et d'articuler cette mobilisation avec celles contre les licenciements et les fermetures de boîtes, ainsi que celles de résistance à la politique d'austérité menée par ce gouvernement contre les travailleurEs et les services publics.

CorrespondantEs

Communiqué unitaire AIP/ Coordination des intermittents et précaires, Recours Radiation, Sud Culture Solidaires, Les Maternités (extrait)

Aujourd'hui, le Conseil d'État a annulé l'arrêté ministériel rendant obligatoire la convention d'assurance chômage, elle ne sera plus applicable à compter du 1^{er} mars 2016.

Le Conseil d'État impose donc aux partenaires sociaux de négocier une nouvelle convention avant cette date. C'est la première fois qu'une convention d'assurance chômage est annulée, dans sa totalité et sur le fond.

C'est une victoire historique! Cette victoire est la nôtre car pour la première fois dans l'histoire de l'Unedic, nous – salariéEs, chômeurs, militants, associations, syndicalistes – avons obtenu gain de cause, en nous mêlant de ce qui nous regarde, de ce qui nous concerne et en prenant la place qui nous revient.

Face à la complexification volontaire de règles rendues inintelligibles pour nous déposséder de nos droits, nous opposons depuis des années nos expériences concrètes de terrain, notre expertise collective, notre volonté d'une société juste et plus solidaire.

Nous n'avons eu de cesse de dénoncer les droits bafoués des salariéEs et des chômeurs au quotidien, tant par l'Unedic que par Pôle emploi, véritables «zones de non droit». Le Conseil d'État marque un coup d'arrêt sur ces pratiques illégales, qui découlent de l'incompétence des partenaires sociaux signataires, agréés par le gouvernement, malgré nos mises en garde, nos alertes argumentées et répétées. (...)

Nous nous sommes battus pour nos droits et nous avons gagné. Les prochaines négociations de la convention d'assurance chômage auront lieu sous la haute surveillance des premiers concernés. Ils veulent nous contrôler? Prenons le contrôle!

COLLÈGE GAY-LUSSAC DE COLOMBES (92) ---

Victoire pour Oscar et Gari!

Face à l'acharnement de la hiérarchie à leur rencontre, Oscar Roman et Gari Pham, deux enseignants du collège Gay-Lussac avaient entamé ce lundi 21 septembre une grève de la faim (voir interview dans l'Anticapitaliste n°305)...

Depuis avril dernier, ils sont poursuivis en conseil de discipline. La raison? Comme récemment au collège Bellefontaine de Toulouse, leur participation avec leurs collègues à un long mouvement de grève de plusieurs semaines l'hiver dernier.

La réforme de l'éducation prioritaire: «REP+ = Rien en plus!»

Rentrée 2014, la ministre Najat Vallaud-Belkacem présentait ses nouveaux

Réseaux d'éducation prioritaire (REP). Objectif: concentrer les moyens dans les établissements (écoles et collèges) les plus difficiles, classés REP+, en leur allouant bien plus de moyens... Mais la réalité du terrain est tout autre... Les écoles et collèges du réseau Gay-Lussac sortent de REP sans aucune raison valable, et au collège Bellefontaine, le classement REP+ est bien là... mais pas les moyens! Les parents et les profs dénoncent alors



La gangrène s'affirme... DR

les plus déterminés de la lutte solidaire de celles et ceux d'en bas qui ramassent la mise. Dans ce rassemblement «spontané», des drapeaux tricolores et normands, une banderole – fameuse – qui n'était autre que celle du Bloc identitaire normand (dont le logo n'est certes pas

connu de tout le monde), et un mégaphone qui n'est pas non plus apparu par hasard. Au point que même le représentant cantonal du FN était dépassé...

Dans ce contexte dégradé, le combat pour la solidarité n'est cohérent que s'il s'accompagne de la lutte pour un emploi et un salaire pour touTEs, la réquisition des logements vides, l'expropriation des grands groupes. C'est tellement plus facile de tenter d'empêcher les victimes d'un ordre international injuste de trouver où se réfugier!

Correspondant

HÔTELLERIE DE PRESTIGE **Des revendications qui ne sont pas du luxe**

Ce jeudi 8 octobre, il n'y avait pas que la fort conventionnelle manifestation interprofessionnelle, certes un peu dynamisée par les grévistes d'Air France. C'est aussi sur le rythme du tube de la semaine, « Tomber la chemise », que les salariéEs de l'hôtel 5 étoiles Westin Paris-Vendôme se sont rassemblés dans une rue de Castiglione aux passants peu habitués à ce genre de manifestation.

Hôtel de prestige, cela signifie un prix « bas » autour de 500 euros la nuit pour aller jusqu'à plus de 2500 euros pour une suite... Le genre de nuit que peut se permettre Sarkozy, sur ses « frais » personnels. Du moins le prétend-il...

Un cahier bien rempli

Depuis le 29 septembre, les 25 employéEs, femmes de chambre, sont mobilisés autour d'un cahier de revendications bien rempli : 13^e mois pour tous ; remboursement à 100% de la carte Navigo ; paiement d'une prime d'habillement/déshabillage de 250 euros par an ; paiement d'une indemnité nourriture de 7,04 euros par jour pour tous ; attribution d'une prime de nuit de 25 euros par nuit travaillée ; revalorisation des mensualisations, des classifications ; primauté aux promotions internes plutôt qu'aux recrutements externes ; remise d'un planning horaire 15 jours à l'avance à chaque salarié ; arrêt des changements continus de planning ; respect d'un délai de prévenance de 15 jours avec des jours de repos fixes ; suppression de la clause de mobilité ; transformation des CDD en CDI ; aucun contrat inférieur à 130 heures par mois. Pour toute réponse, la direction multiplie les procédures de licenciement, tout en refusant de convoquer aux réunions des institutions représentatives du personnel les éluEs de la sous-traitance, pourtant tout à fait légalement élus.

Déterminés à gagner

Divers soutiens étaient présents, notamment notre camarade Philippe Poutou. Pour bien se faire entendre, les salariéEs se sont rendus en manifestation jusqu'à l'hôtel W Paris-Opéra (appartenant au même groupe, Starwood Hotels and Resorts Worldwide), toujours en prenant des rues où l'étonnement des passantEs est illustration de leur peu d'expérience de ce genre de défilé... La direction des hôtels s'abrite derrière le sous-traitant Luxe et traditions, sous-traitant qui emploie les grévistes, pour ne pas répondre à leurs revendications. Les grévistes poursuivent la grève tout en engageant des procédures juridiques pour que les employeurs respectent, au moins, le code du travail d'aujourd'hui. Après les luttes victorieuses dans les hôtels de luxe Park Hyatt, Royal Monceau, c'est tout un secteur qui s'appuyant sur une activité volontariste du syndicat CGT-HPE (Hôtels de prestige et économiques), se mobilise et s'organise. À l'image des salariéEs du secteur du nettoyage, avec ou sans papiers comme

ceux d'Adecco dans les Yvelines, qui multiplient les luttes depuis plusieurs mois, toutes et tous démontrent que précarité ne rime pas vraiment avec résignation. Cela pourrait bien susciter le soutien et la solidarité... et donner des idées !

Correspondant



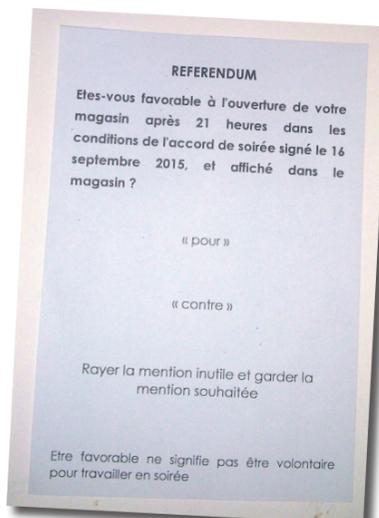
Luxe, calme... et exploitation. DR

TRAVAIL DE NUIT

Un succès en trompe-l'œil

96,6 % : c'est le score a priori sans appel recueilli par le Oui au référendum sur l'accord sur le travail en soirée au magasin Sephora des Champs-Élysées. Un plébiscite savamment organisé, dont les médias, détenus à 95 % par des milliardaires, se sont fait les chantres mais qui ne

Outre la question posée qui revenait à demander à ceux qui ne voient pas d'inconvénient à ce que d'autres acceptent les tâches qu'eux-mêmes ne veulent pas assumer et la mise à l'écart des organisations hostiles à cet accord (voir *l'Anticapitaliste* n°306), il faut retenir que la participation s'est élevée à 85% et surtout que seuls les salariéEs sous contrat avec Sephora depuis plus de trois mois pouvaient voter. Interdiction donc de s'exprimer pour ceux en CDD ou récemment embauchés (le turn-over frise les 30%), ainsi que pour les nombreux employéEs mis à disposition par les marques, ce qui ne les empêchera pas d'être « volontaires » pour travailler après 21 heures. Pour autant, la fin de l'histoire n'est pas sifflée, SUD déclarant vouloir attaquer



Sephora, un grand moment de démocratie sociale... DR

en justice cet accord, illégal sur plusieurs points.

Quand Macron fait des émules

Il n'en fallait pas plus pour que Laurent Wauquiez prône le référendum comme solution pour passer outre les syndicats qui « font du blocage »... La Redoute compte mettre

en œuvre un tirage au sort pour réunir le nombre de salariéEs nécessaire à l'extension du travail nocturne afin de réduire ses délais de livraison. Le hic pour le patron, c'est que les mères de famille, qui composent l'essentiel du personnel, ne font pas preuve du même enthousiasme que les vendeurs de Sephora... Et, comme le pire n'est jamais certain, Abercrombie & Fitch ne s'embarrasse ni de négocier ni de mettre en place des contreparties, pourtant obligatoires, au travail dominical et nocturne : la consultation sur l'extension des horaires d'ouverture précise que « les salariéEs amenés à travailler le dimanche percevront une rémunération identique à celle des autres jours » et que les heures de nuit seront majorées à 25%, contre 100% prévu par la loi ! Autant de raisons de se révolter, de faire grève et de manifester ce jeudi 15 octobre !

LD

1 - À partir de 11 h à l'Hôtel de ville de Paris

EXISTRANS Dans la rue contre la transphobie !

La 19^e édition de l'Existrans – la marche des personnes trans et intersexes et des personnes qui les soutiennent – aura lieu ce samedi 17 octobre.

Aujourd'hui encore, les violences transphobes sont omniprésentes dans notre société. Ainsi une personne trans sur deux rapporte avoir déjà été harcelée sur son lieu de travail ; 97% des personnes trans ne portent pas plainte quand elles se font agresser ; 65% déclarent subir des discriminations de la part du corps médical. Une des conséquences dramatiques de ces violences quotidiennes est un taux de tentative de suicide particulièrement élevé (18%). Sans aucun droit, stigmatisées et maintenues dans un système violent, discriminant et injuste, les personnes trans et intersexes restent soumises à l'arbitraire médical et juridique, à la psychiatisation et à la pathologisation, et à la non-reconnaissance légale de leurs identités.



Transphobie d'État...

Depuis la loi du « mariage pour tous », le gouvernement a enterré toutes ses promesses de campagne. Une proposition de loi sur le changement d'état civil des personnes trans a été déposée en septembre par des députés PS, proposition qui repose sur une procédure juridique arbitraire, n'introduit aucune démedicalisation, et de surcroît ne protège en rien les personnes trans mineures. Nous attendons toujours une loi qui permette à toute personne qui en exprime le besoin l'accès à une procédure de changement d'état civil simple, rapide, libre et gratuite, sans judiciarisation. La France exige toujours la stérilisation obligatoire des personnes désirant changer de genre avant l'autorisation du changement d'état civil. À l'instar de l'Argentine ou de Malte, il serait possible d'ouvrir le changement d'état-civil sur simple demande, sans procédure judiciaire ni médicale. De plus, l'accès aux traitements hormonaux est aujourd'hui un véritable parcours du combattant. Enfin, le gouvernement ne prend aucune mesure de formation des personnels soignants, et procède à des coupes budgétaires drastiques dans la santé. Dans ce contexte de crise économique, sociale et politique, tout est fait pour nous diviser. Face à cette situation, il n'y a qu'une alternative : construire les mobilisations, unifier les exploités et les opprimés. C'est en mettant la pression sur le gouvernement, dans la rue et par l'action, que nous pourrions obtenir satisfaction. TouTEs dans la rue ce 17 octobre !

CorrespondantEs



Oscar et Gari, la victoire le poing levé. PHOTO THÉRIÈRE ROUGE / JMB

une « réforme » qui ne fait que des économies sur le dos des élèves des quartiers populaires. Un mouvement de grève démarre le 27 novembre 2014 dans le 92 comme à Toulouse.

quelques mois plus tard, va faire payer les profs mobilisés qui ont osé perturber son plan de com'. Pour ce gouvernement, une journée de grève, ça va, mais plusieurs semaines, bonjour les dégâts

Un plan de com' perturbé...

À Toulouse comme à Colombes, les enseignantEs ont compris que ce n'est pas 1 ou 2 journées de grève qui vont faire plier la ministre sur sa réforme. Ils s'engagent donc comme bien d'autres (dans le 93 ou le 77...) dans un mouvement de plusieurs semaines de grève. Mais Vallaud-Belkacem passe en force et,

pour les profs mobilisés... À Bellefontaine, parmi l'ensemble des grévistes, 6 se retrouvent mutés d'office en mai par décision arbitraire du recteur de Toulouse avec poursuites disciplinaires. À Gay-lussac, deux procédures lourdes sont engagées en avril avec convocation d'un conseil de discipline pour deux des grévistes : Oscar et Gari... La répression des grèves à ce niveau de brutalité, c'est quand même un peu nouveau dans l'Éducation nationale...

« On est nombreux... Ils sont pas prêts ! » (slogan de manifestation)

Après 8 mois de conflit et 27 jours de grève de la faim de Laure Betheder à Toulouse, c'est l'annulation des procédures disciplinaires cet été à Bellefontaine. Mais l'administration n'en a pas tiré les leçons et cherche à nouveau à traîner

devant un conseil de discipline Oscar et Gari en cette rentrée. C'est compter sans la détermination des collègues à ne pas se laisser faire : en grève reconductible depuis le 18 septembre, et grève de la faim des deux convoqués, Oscar et Gari. Le bras de fer avec la hiérarchie est engagé et la mobilisation ne va faire que s'amplifier : 17 jours de grève de la faim, un mouvement de grève en solidarité qui culmine à 90% le lundi 5 octobre au collège Gay-Lussac, jusqu'à 300 manifestantEs (profs, parents, anciens élèves...) dans les rues de Colombes samedi 3 octobre pour les soutenir...

Une belle victoire collective

Tout au long du mouvement, la direction académique va enchaîner les mauvais coups pour intimider les soutiens et

isoler les grévistes. Mais c'est tout le contraire qui va se passer, avec au bout une belle victoire collective : l'annulation des deux conseils de discipline suite à l'intervention du médiateur du ministère. C'est une très bonne nouvelle, évidemment pour eux mais aussi pour toutes celles et ceux qui luttent contre la casse de l'école publique, surtout dans nos quartiers populaires. Une victoire saluée par Olivier Besancenot qui est venu rencontrer Oscar et Gari jeudi 8 octobre. C'est aussi un sérieux avertissement pour le ministère de l'Éducation nationale qui aimerait bien « mettre au pas » l'activité syndicale dans le secteur, et criminaliser, comme ailleurs, grèves et militantEs. Face à la répression, ils nous trouveront toujours sur leur chemin !

Correspondant

Les comités en action!

Pont-de-l'Arche (27) 150 contre l'autoroute. Mardi, plus de 150 personnes se sont réunies devant la gendarmerie de Pont-de-l'Arche pour porter une plainte collective contre la SAPN pour « mise en danger délibérée de la vie d'autrui ». Cette initiative, lancée par des éluEs proches du PCF, s'est heureusement élargie. Si on veut gagner, il s'agit en effet de renouer avec la méthode de rassemblement qui a prévalu au moment de la mobilisation unitaire « pour le maintien et la préservation de l'emploi chez M-real ».



L'objectif, c'est la sécurité des usagers à la sortie 20 de l'autoroute A13. La majorité des éluEs y veulent des aménagements que la SAPN refuse résolument. Pour le NPA, la seule solution est la suppression du péage d'Incarville responsable des bouchons dangereux à la sortie 20. Cela est partie intégrante de notre combat pour la transformation de l'A13 en rocade autour de Rouen, d'Incarville à Bourg-Achard.

10 personnes sont donc allées déposer une plainte accompagnées d'un avocat. Parmi elles, il y avait le maire PS de Pont-de-l'Arche et un camarade du NPA. Il s'agit maintenant de s'organiser dans le cadre d'une association (avec une page Facebook), avec un imprimé à télécharger permettant à chacunE également de porter plainte. L'affaire est bien partie. Mais il faudra retourner sur le péage!

Paris 10^e En réunion contre l'Europe forteresse. Le Comité NPA du 10^e arrondissement de Paris organisait le jeudi 8 son café-débat de rentrée, autour de la question des migrantEs. Intervenaient Olivier Besancenot et Anzoumane Sissoko, porte-parole de la Coordination 75 des sans-papiers. Entre quarante et cinquante personnes étaient présentes, remplissant la salle du café qui accueillait la réunion. Les interventions de la tribune et les prises de parole de la salle ont insisté sur les mots d'ordre d'ouverture des frontières et de liberté de circulation et d'installation. Même s'ils sont difficilement audibles dans la période actuelle, ils expriment la seule solution qui soit humainement juste et politiquement réaliste, car, comme on le voit chaque jour, les frontières tuent. C'est ce qu'ont démontré les témoignages poignants d'Anzoumane et de son camarade Diallo sur les « bidonvilles » de Calais, où plusieurs milliers de migrantEs attendent, dans la misère la plus totale, une occasion de passer en Grande-Bretagne. Calais montre aussi l'hypocrisie du pouvoir: son inaction criminelle va jusqu'à autoriser les manifestations d'extrême droite contre les migrantEs. C'est cette hypocrisie que l'on retrouve lorsque le gouvernement n'accepte qu'à reculons d'accueillir quelques « réfugiés politiques », et les oppose aux migrantEs politiques et écologiques. Une hypocrisie flagrante alors que les frontières sont ouvertes lorsqu'il s'agit de laisser passer les citoyenEs des pays riches, les flux de capitaux et les armes des États impérialistes.

Rennes (35) Dans les luttes pour le climat, ça va chauffer! Le jeudi 8 octobre, le comité rennais du NPA a tenu une réunion publique sur le thème du climat avec Christine



Souscription 2015

Leurs comptes... et les nôtres

Épisode 1: riwaldise et jeannerie. Riwaldise (n.f.): du nom de la société de communication, Riwal. Jeannerie (n.f.): du nom du micro-parti de Marine le Pen, Jeanne...

La première est fondée en 1995 dans la foulée des municipales où le FN gagne ses trois premières villes. Elle est dirigée par un ancien du GUD. Le second est créée en 2010, alors que Marine Le Pen s'appête à prendre le pouvoir au sein du FN. C'est que le père a lui aussi sa boutique (Cotelec) et qu'il n'en cédera rien. Riwaldise et jeannerie sont tous deux synonymes d'arnaque, au même titre que bygmalionage par exemple (nous y reviendrons dans un prochain épisode). Mais ils peuvent, et doivent même, s'employer de concert. Voyez plutôt.

Du candidat
Prenez un candidat aux législatives de 2012. Si l'animal veut se présenter sous les couleurs du FN, il devra obligatoirement acheter

un « kit de campagne » à Jeanne, qui l'a lui-même acheté à Riwal. Premier problème: il est illégal de conditionner l'investissement d'un candidat à un quelconque achat. Second problème: il est tout aussi illégal de forcer ledit candidat à l'achat, en signant un contrat à sa place par exemple. Or, c'est bien ce dont le micro-parti se serait rendu coupable: imposition systématique du « kit de campagne », parfois par des méthodes frauduleuses. Ça commence bien. Mais ce n'est pas tout. Prenez le même candidat. Le pauvre bougre est désargenté. Aucun problème, Jeanne lui propose un prêt avec intérêts pour qu'il lui achète le fameux « kit de campagne ». Troisième problème: il est interdit pour un parti de prêter de l'argent avec intérêts sur la base de ses fonds propres. Quatrième problème: avec un taux à 5,5%, ces intérêts sont bien supérieurs à ceux pratiqués par les banques. Ça continue. Et ce n'est pas fini.

De son kit de campagne
Prenez maintenant le fameux « kit de campagne ». Pour 16 650 euros, il se compose d'un matériel clé en main et formaté: affiches, tracts et



site internet. Cinquième problème: il est clairement surfacturé, voire basé sur des fausses factures. Ça dure. Tenez bon. Reprenez toujours le même candidat. L'apprenti voit finalement son score dépasser les 5%. L'État lui rembourse ses dépenses de campagne, dont le dispendieux kit et surtout les intérêts de son achat à crédit qui ont été camouflés (pratique illégale, sixième problème). L'argent va d'abord de l'État sur le compte du candidat. Puis le candidat rembourse Jeanne

du montant du kit avec les intérêts. Puis Jeanne rembourse Riwal du prix du kit... en gardant au passage les intérêts.

De notre financement
Et voilà comment l'État engraisse une société surfacturant des kits de campagne, et un micro-parti s'élevant en intermédiaire prêteur aux taux usuraires. Ladite société en retire une marge hors norme sur l'exercice 2012, pour le plus grand bonheur de ses dirigeants mais aussi du FN et de Jeanne, pour le compte desquels elle magouille: prestations plus ou moins fictives et/ou surfacturées, prêts sans intérêts sous la forme de dettes non réclamées... De son côté, ledit micro-parti en retire des fonds substantiels pour constituer une cagnotte, en particulier en vue de l'élection présidentielle de 2017. Le NPA, quant à lui, ne vit pas sur le dos de l'État et n'a aucun « kit de campagne » à vendre, même pour la transformation révolutionnaire de la société. Il vit des cotisations de ses membres et des dons de ses sympathisantEs. Le gage financier de notre indépendance politique.

Sylvain Madison
Pour nous aider: www.npa2009.org/souscription

Poupin. Une cinquantaine de participantEs, dont beaucoup d'acteurs et d'actrices du mouvement social rennais, étaient présents pour parler d'écologie et d'anticapitalisme dans une atmosphère dynamique et bienveillante. Nous avons d'abord écouté Sophie du NPA Rennes présenter les enjeux des luttes écologistes dans la construction de notre lutte anticapitaliste. Puis Guillaume, un camarade de Breizhistance avec qui nous faisons équipe à l'occasion des élections régionales, est intervenu sur la nécessité de se mobiliser contre les projets miniers en Bretagne. Ensuite, Jeanne du NPA Rennes est revenue sur la jonction entre l'écologie de luttes et la question des violences policières, toujours d'actualité un an après la mort de Rémi Fraisse. Puis Christine Poupin a donné des détails utiles à la compréhension de la crise – du crime – climatique aujourd'hui, avant de montrer que les réponses apportées aujourd'hui par les chefs d'État, élaborées main dans la main avec les grands groupes, ne sont absolument pas à la hauteur des enjeux de l'urgence écologique. Il nous faut donc prendre les choses en main, rompre une bonne fois pour toutes avec le capitalisme, système anti-écologique par nature, et gérer par nous-mêmes la transition énergétique nécessaire à l'avenir de la vie sur Terre. Le débat a débouché sur les échéances de mobilisation les plus proches, dans le cadre d'un contre-sommet COP21 à Paris en décembre, sans oublier les dates de manifestations imminentes en Bretagne. Une belle réunion publique qui a permis de convaincre de notre engagement anticapitaliste en faveur d'une écologie réelle et solidaire, avec à la clé plusieurs personnes intéressées pour militer!

Grenoble (38) En manifestation avec les migrantEs. Sur la base d'un appel unitaire large rassemblant associations, partis politiques et même les CCAS du département, le samedi 10 octobre, à Grenoble c'était LA journée de solidarité avec les migrantEs. Le matin s'est tenu un village associatif pour les associations de soutien locales et les migrantEs, avec plusieurs prises de parole émouvantes et souvent très politiques de migrantEs. L'après-midi, une belle manifestation, rassemblant environ un milliers de personnes dans les rues commerçantes de Grenoble et jusqu'à la préfecture. C'était une urgence dans une situation locale tendue, où les violences se multiplient contre les migrantEs, notamment Roms, légitimées par la politique d'expulsions conduite par toutes les mairies de l'agglomération, y compris la

municipalité « Verts-PG » de Grenoble. Le NPA a su exprimer haut et fort sa solidarité avec tous les migrantEs, avec un très beau cortège jeune et dynamique, et est apparu comme une organisation fortement mobilisée. Tracts, slogans largement repris, sur le parcours où de nombreuses affiches NPA avaient été collées!

Bordeaux (33) Une fête réussie!
Samedi 10 octobre, de l'avis de toutes et tous, la fête du NPA33 édition 2015 a été un très bon moment militant. L'après-midi, deux débats ont permis d'échanger sur quelle politique pour faire face à l'offensive gouvernement-Medef, puis sur la nécessaire solidarité des peuples contre l'impérialisme avec, en particulier, la participation de camarades sahraouis venus raconter leur lutte et leurs parcours: plus de 200 Sahraouis réfugiés à Bordeaux depuis des mois, chassés d'un camp à un autre, en butte aux pouvoirs publics. Des témoignages et des échanges riches, de belles rencontres qui ont contribué à donner son ton à la fête. De même que l'allocution de Philippe Poutou, devant plus de 160 personnes affirmant notre solidarité avec tous ceux qui luttent et résistent, des salariéEs d'Air France aux peuples sahraoui, kurde, palestinien..., et appelant à renforcer le camp des anticapitalistes et internationalistes, à rejoindre le NPA.



La fête a aussi été l'occasion d'échanges fraternels avec les militants venus tenir une table et participer aux débats: AC!, Attac, Lutte ouvrière, Palestine33, Survie, l'UJFP, Collectif G.I. Abdallah... Des échanges aussi autour de l'exposition réalisée pour l'occasion: « Réfugiés des guerres, de la misère, du climat, Roms, sans-papiers... À bas les frontières! Solidarité des opprimés contre l'impérialisme » ou celle sur les « Caricatures et dessins de presse: de l'esprit de 1848 à celui de Mai 68 » prêtée par un camarade du Lot... Cela avant de se retrouver autour d'un tajine cuisiné et servi par une équipe motivée.

Une fête à laquelle ont aussi contribué Bruno Loth (voir *L'Anticapitaliste* n°304) venu présenter ses BD et qui a dessiné des dédicaces tout au long de la journée, ainsi que Mathieu Barbances et sa contrebasse (anciens de la compagnie Jolie Môme) qui nous ont fait découvrir en soirée dans la bonne humeur ses nouvelles chansons, avant que la fête ne s'achève par un bœuf improvisé sous les acclamations de la salle. Une super journée qui donne envie de se retrouver très vite!

Communiqué du NPA Bégard Guingamp (22) Permis d'exploration minier de Loc-Envel. Par publication au Journal officiel du 4 septembre, le gouvernement a rendu public la décision prise par le ministre de l'Économie Emmanuel Macron d'accorder le permis d'exploration minier sur la zone dite de Loc-Envel, près de Guingamp. Une fois de plus, Emmanuel Macron se pose en homme lige des entreprises capitalistes, peu importe les dégâts sur l'environnement et la santé des populations (...). Le NPA soutient l'action du collectif Douar Didoull contre ce projet et il soutient aussi les élus des communes qui ont émis des avis défavorables. Citons Loc-Envel, Belle-Isle-en-Terre, Grâce etc. Même la maire « Les Républicains » de Callac commence à émettre des doutes. Parmi les syndicats, l'union locale CGT de Guingamp a émis un avis très défavorable lors de la commission d'enquête. La société minière australienne Variscan prépare une opération capitaliste, si toutefois elle y découvre un minerai rare comme le tungstène. Variscan avance masquée, en promettant des forages exemplaires non polluants (...). Elle promet des emplois qualifiés mais ne s'inquiète pas de ceux qu'elle va faire disparaître en stérilisant de larges zones agricoles, y compris une zone Natura 2000... Le NPA constate une nouvelle fois que l'enquête d'utilité publique, qui a démontré une large opposition de la population n'a strictement servi à rien (...). Ce permis rejoint la longue série des projets inutiles, coûteux et dangereux, au même titre que ceux de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, de l'EPR de La Hague, de Sivens... Entre les intérêts des actionnaires de Variscan et celui des habitants de la zone du permis de Loc-Envel, le choix du PS au pouvoir incline toujours vers le capital. (...) Le NPA Bretagne appelle à participer à la manifestation organisée par le collectif Douar Didoull samedi 24 octobre à 10 heures sur l'Échiquier, Place du Champ-au-Roy à Guingamp.

La Brèche: de 1978 à 2015, retour vers le futur

La Brèche existe depuis 1978 comme librairie publique, d'abord de la LCR puis du NPA. Une belle longévité...

Depuis bientôt quatre décennies, nous portons une expérience contradictoire et unique: appartenir à un parti et servir les intérêts de l'ensemble du mouvement d'émancipation des exploités.

Ouverture politique tous azimuts

Nos illustres prédécesseurs, la Librairie du Travail (1917-1939) de Hasfeld, née dans le sillage d'octobre 1917 et La Joie de Lire (1955-1975) de François Maspéro (la révolution anticoloniale et mai 68) sont une véritable référence éthique pour nous: représenter tout courant de pensée proposant la libération des opprimés, ceci étant érigé comme un devoir. C'est ce fil rouge que nous avons la prétention de poursuivre dans une structure de front unique un peu particulière.

Nous mettons en consultation et vendons non seulement toutes les contributions, recherches, explications, théories, cherchant à appréhender la réalité passée, présente et future des luttes des classes mais aussi toutes les presses de la gauche dite de gauche. De fait, il n'est pas rare de croiser au détour d'un rayon des ex de partout et des «in» d'ailleurs, des Front de gauche tous courants confondus aux rescapés mao, des totos de tous âges aux anars de tous bords, sans parler des trotskos en déshérence...

Ce principe d'ouverture politique tous azimuts à gauche est l'illustration de notre volonté politique d'exclure tout ostracisme envers quelque courant que ce soit du mouvement ouvrier. Chez nous, pas de commissaire politique ni de bureau politique.

Et pourtant nous revendiquons une forme de censure que nous résumerons ainsi: aucune apologie



«Livres... Dans tous les domaines de la connaissance.»

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA
librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43
www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h - 20 h,
mardi au samedi :
12 h - 20 h

même allusive de la violence à l'encontre de quelque secteur que ce soit de la masse innombrable des opprimés. Aucune idée ne nous fait peur: toutes ont leur place dans la librairie (sauf la sous-culture au sens large: littérature bêtafiante pour adultes ou enfants...).

La seule librairie marxiste, militante et pluraliste

Aujourd'hui, nous flirtons en permanence plus souvent avec les déficits qu'avec la Révolution! La survie en cette époque du tout

numérique, de crise économique, de précarité et par dessus tout de rupture des traditions du mouvement d'émancipation, est une préoccupation quotidienne comme jamais. Le marché du livre se porte mal, la marge bénéficiaire y est la plus faible du secteur de la distribution, notre surface politico-sociale s'est récemment durement restreinte, et pourtant il faut tenir. Il faut transmettre tant il est évident que seul le livre peut concentrer l'expérience passée des décennies de luttes, seul le livre peut exposer les analyses les plus fouillées des temps présents et futurs. Le livre est encore pour longtemps le vecteur privilégié de la culture de la subversion.

La fonction remplie aujourd'hui par La Brèche est reconnue bien au-delà du parti, y compris internationalement. Il s'agit d'une structure d'éducation politique et de diffusion culturelle ouverte aux militantEs, sympathisantEs, et habitantEs du quartier, et à l'ensemble des militantEs du mouvement ouvrier. La Brèche est une référence: la seule librairie marxiste, militante et pluraliste. Notre site internet la-breche.com y contribue grandement, notamment à l'équilibre économique de la structure. Les commandes proviennent de toutes les régions en France, et de tous les pays et continents. La Brèche est un acquis.

Un outil à défendre

Et comme tout acquis, il doit être défendu, amélioré constamment grâce à: un nouveau site, incluant toutes les innovations récentes en matière de réseaux sociaux; la multiplication de rencontres avec des auteurs (Olivier Lecour Grandmaison le 2 octobre dernier, Talat Ahmed qui a travaillé avec Chris Harman le 7 novembre, Julien Salingue le 17 novembre, Naji al-Ali courant décembre, etc.). Outre son intérêt commercial, cette activité draine à la librairie des gens nouveaux qui, nous découvrant, n'en reviennent pas: «ça» existe encore? Et la question a même été posée: «et... c'est autorisé?» La mémoire, toutes les mémoires, du mouvement des opprimés vers leur libération se trouvent dans les livres. Les leçons des échecs et victoires passés existent, nous les détenons, nous les vendons... Nous pouvons fournir tous les ouvrages - quasiment sans frais de port et ce pour le monde entier - pour défendre, ensemble, nos convictions.

La Brèche

RENCONTRE

«Contre le relativisme» avec Hubert Krivine

Mercredi 21 octobre à partir de 18h30 à la librairie

Le physicien Hubert Krivine présentera son livre *De l'atome imaginé à l'atome découvert. Contre le relativisme*. Mal aimée, mal comprise, parfois crainte, la science est également malmenée par les tenants du «tout se vaut» qui la dénigrent au rang d'opinions, voire de simples croyances... C'est ignorer à quel point la démarche qui conduit à la vérité scientifique est particulière. Les auteurs de ce livre (Hubert Krivine et Annie Grosman) font revivre les débats suscités pendant 2500 ans par cette question primordiale: la matière est-elle une substance continue, ou est-elle formée de briques indivisibles, les atomes? En retraçant les dernières étapes de sa résolution, ils montrent comment la science se construit, au milieu des controverses et grâce à elles...

Cinéma

Mémoires de jeunesse de James Kent

Avec Alicia Vikander, Kit Harington et Taron Egerton. Sortie le mercredi 23 septembre

Le film britannique tiré de l'ouvrage de Vera Brittain *Testament of Youth* a été bien mal traduit pour sa sortie en France avec ce titre insipide et fade. Il ne s'agit pas là d'une histoire romantique mais de la mise en images d'un témoignage bouleversant sur la grande guerre. Vera y raconte son expérience tragique de la guerre, et comment, déjà féministe, elle est devenue pacifiste.



En effet, dans les années 1910, la jeune fille se rêve écrivain et veut surtout rentrer à Oxford au grand dam de sa famille bourgeoise. Car si Oxford accepte bien quelques filles après un très difficile concours, la grande école «démocratique» ne délivre pas de diplôme aux étudiantes... qui sont encouragées à se marier!

Vera est soutenue dans son combat d'émancipation par son frère Edward et ses deux amis George et Roland dont elle tombe amoureuse. Elle fera seule la rentrée à Oxford car la guerre a été déclarée: Roland et Edward partent sur le front tandis que George sera rapidement mobilisé, dans un premier temps en Angleterre. Vera, qui ne pouvait déjà pas accepter d'être femme au foyer ne peut davantage accepter d'être tenue à l'écart du conflit et interrompt ses études pour devenir infirmière sur le front...

Alicia Vikander incarne Vera de façon saisissante tandis que Kit Harington (*Game of Thrones*) trouve dans le personnage de Roland un rôle d'une vraie épaisseur. Le réalisateur James Kent est issu de la télévision, et le film reste très (trop) classique sur la forme et sur le fond. Malgré cela, ce film sous-estimé est à voir pour tous ceux qui pensent que la fraternité est la solution. Dans cette «histoire de jeunesse» véridique, tout le monde meurt atrocement dans une guerre inutile, et Vera, la jeune aristo d'Oxford sera envoyée soigner des prisonniers allemands victimes d'un racisme antiboche consternant rarement décrit au cinéma. Elle deviendra une militante célèbre, mais jamais elle n'oubliera...

Sylvain Chardon

Mini-héros de Mark Brownlow

Depuis ce 7 octobre, la Géode (Cité des sciences et de l'industrie à La Villette) accueille en 3D des supers héros de... 30 cm. Lili, 6 ans et demi, y est allée pour l'Anticapitaliste...

C'est l'histoire d'un écureuil et d'une souris sauterelle. Ces deux supers héros vivent dans deux milieux différents mais très dangereux pour des petites bêtes. L'écureuil doit, avant que l'hiver n'arrive, faire des réserves de glands qu'il porte dans sa bouche jusqu'à son terrier souterrain. Mais cette activité n'est pas sans danger, surtout de la part des animaux: les autres écureuils, hiboux...



La souris sauterelle vit, elle, dans le désert, et c'est le moment pour elle de trouver la liberté. Et là encore les dangers sont nombreux: l'eau, le serpent, les faucons, le jour, la chaleur... Mais malgré sa petite taille, elle a un atout: elle est immunisée contre le venin. Un film familial pour tout le monde... mais qui peut faire un peu peur.

Lili

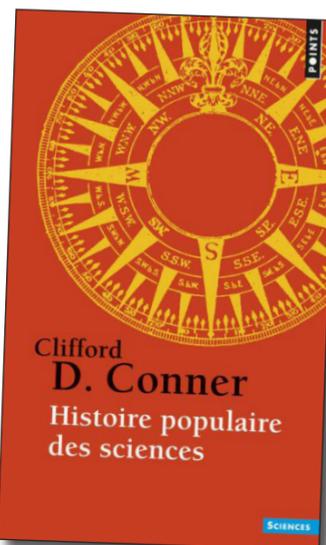
Essai

Histoire populaire des sciences, Clifford D. Conner

Points Sciences, 2015 (réédition), 12 euros

Comme l'explique son auteur, ce livre «se donne pour objectif de montrer comment les gens ordinaires ont contribué de façon fondamentale à l'édification du savoir scientifique». Il ne s'agit pas bien sûr d'ignorer le rôle joué par les grandes théories scientifiques, mais de montrer comment l'émergence de ces théories n'a été possible que parce que des gens du commun avaient accumulé à travers leur travail quotidien une multitude d'observations, de connaissances pratiques par expérimentations et tâtonnements.

Le livre prend ainsi le contre-pied des traditionnelles histoires des sciences qui, en se réduisant à une série de grands hommes et de leur théorie, déforment la façon dont les



connaissances scientifiques se sont construites tout au long de l'histoire. L'action, la pratique ont précédé le plus souvent l'idée, la théorie, même si l'histoire n'a pas gardé la mémoire de tous ces travailleurs anonymes. À travers de multiples exemples, il raconte ces décennies, ces siècles d'accumulation de connaissances et savoirs pratiques, depuis les chasseurs cueilleurs de la préhistoire, en passant par le travail des agriculteurs, des artisans et des commerçants bravant les interdits des églises.

Conner raconte aussi les différentes façons dont s'est faite l'appropriation de ces multiples savoirs populaires par des savants le plus souvent issus des classes dominantes. Si Galilée a décrit l'importance pour lui de

l'observation et des discussions qu'il a eues avec les artisans de l'arsenal de Venise, le plus souvent cette appropriation s'est faite par le vol et la violence, comme ces navigateurs portugais prenant en otage des Polynésiens pour qu'ils révèlent leurs connaissances pratiques en navigation et géographie...

Aboutissement de cette appropriation des savoirs populaires par les classes dominantes, Conner montre comment, depuis le 19^e siècle, le capital domine les sciences. La recherche scientifique est aujourd'hui inféodée aux intérêts des grands groupes capitalistes et donc à la course au profit. Mettre la science moderne au service de l'ensemble de l'humanité nécessitera bien une révolution!

Bruno Bajou

FAUJOUR

Merci et au revoir!

Depuis 1998, **Loïc Faujour** aura été la plume humoristique, ironique et sarcastique, qui chaque semaine nous a accompagnés : Rouge (à l'époque de la LCR), puis, depuis 2009, Tout est à Nous! et L'Anticapitaliste. Aujourd'hui, le dessinateur, dont c'est ici le dernier numéro, part vers d'autres horizons. En guise de remerciement fraternel pour ces 17 années passées à nos côtés, nous lui avons laissé carte blanche sur cette Der, une « libre expression » qui n'a jamais aussi bien porté son nom. « Toute licence en art! » Et rendez-vous la semaine prochaine avec de nouvelles plumes...



Faujour à côté de son ami Charb en 2012. PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB



Vu ailleurs

bastat DE L'EXPLOITATION À LA TORTURE.

En plein scandale de truquage des émissions polluantes de ses véhicules, Volkswagen est aussi rattrapé par l'histoire.
 Le 22 septembre, à São Paulo, un collectif d'organisations syndicales, de victimes et de défenseurs de droits humains a déposé une plainte contre le constructeur automobile allemand pour son implication dans la répression lors de la dictature militaire, qui a duré de 1964 à 1985.
 Selon la plainte, plusieurs travailleurs de Volkswagen auraient été emprisonnés et battus sur leur lieu de travail pendant les années où la répression était la plus brutale au Brésil, et ce sous la surveillance et avec la participation du personnel de sécurité de Volkswagen. La plainte reproche aussi au constructeur d'avoir licencié les travailleurs considérés comme des opposants, d'avoir dressé des « listes noires » et transmis des rapports sur ses travailleurs aux organes de répression de la dictature. La plainte s'appuie sur des archives et des témoignages de victimes réunis par la Commission de vérité, installée en 2012 pour faire la lumière sur les exactions commises pendant les années de dictature.
 « En 1972 j'ai été emprisonné au sein du site de Volkswagen », a ainsi témoigné Lúcio Antonio Bellentani le 19 juillet 2012 devant la commission de la vérité de São Paulo. L'ancien employé de l'usine Volkswagen de São Bernardo do Campo était membre du parti communiste brésilien. « J'étais au travail et deux individus avec des pistolets automatiques sont venus, me les ont collés dans le dos et m'ont posé des menottes. Il était environ 23 heures. Dès que je me suis retrouvé dans le local de sécurité de Volkswagen, la torture a commencé. J'ai reçu tout de suite des coups. Ils voulaient savoir s'il y avait d'autres membres du parti chez Volkswagen ». L'homme avait ensuite été transféré à la prison gérée par le Département de l'ordre politique et social (Dops), la sécurité intérieure brésilienne, où il a subi des mois de tortures et de détention.
 Il y a un an, la Commission nationale de vérité révélait que l'ancien président Lula lui-même avait été visé par la surveillance de Volkswagen pour ses activités syndicales. (...)
 « Au Brésil, Volkswagen est accusé de s'être rendu complice de tortures pour le compte de la dictature », Rachel Knaebel, Bastamag, mercredi 7 octobre

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €

ÉTRANGER
 Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
 Nom : Prénom :
 Adresse :
 Code postal : Ville :
 Mail :

Désignation du compte à débiter
 IBAN :
 BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
 En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
 Numéro ICS : FR432254755

Date : Signature obligatoire : _____
www.npa2009.org